

Altercommunisme

n°2 - Le cahier du séminaire Communisme - Deuxième séance, 30 mars 2013

Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?

Communisme

Séminaire

Introductions

<i>Classes, lutte de classes, rapport d'exploitation</i> - Pierre Zarka	3
<i>Rapports d'exploitation, rapports d'oppression et lutte des classes</i> - Francis Sitel	6

Interventions

<i>Lutte des classes et situations d'oppression</i> - Paule Ménahe	8
<i>FSM : le déficit d'analyse du système d'exploitation</i> - Bernard Calabuig	8
<i>Construire dans la réalité d'aujourd'hui</i> - Jacqueline Rouillon	9
<i>Contre l'idée d'une contradiction qui dominerait les autres</i> - Laurent Lévy	10
<i>La démocratie, une conquête permanente</i> - Marc Lacreuse	11
<i>Déplacements de l'antagonisme des classes sociales</i> - Jean-Claude Mamet	12
<i>Il faut nommer les choses</i> - Leo Landau	13
<i>Ouvrir le débat sur toutes les dimensions</i> - Jean Brafman	14
<i>Assumer des ruptures avec notre propre culture...</i> - Gilles Alfonsi	15
<i>Comment se forme la classe ?</i> - Stéphane Lavignotte	17
<i>Distinguer, relier et unir exploitation et domination</i> - Jacques Bidet	19
<i>Problèmes de l'individualité et de la centralité du combat de classe</i> - Francis Sitel	21
<i>Le champ des rapports d'exploitation</i> - Pierre Zarka	22
<i>La domination au singulier</i> - Patrick Darré	23
<i>Au plus profond de l'intime</i> - Daniel Rome	24
<i>Nommer nos ennemis... et nos amis</i> - Catherine Destom-Bottin	25
<i>Et la domination culturelle ?</i> - Guillaume Attencourt	25
<i>Des droits pour tous</i> - Pierre Cours-Salies	26
<i>Démocratisation radicale et cohérence émancipatrice</i> - Bruno Bessière	28

Ce deuxième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la deuxième séance du séminaire *Communisme*, le 30 mars 2013, animée par Philippe Stierlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.communistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kiintz, Jean Tailleux, André Pacco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégué actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations entre organisations - non pas à un

programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l'"éco-socialisme", terme dont nous nous attacherons à souligner à la fois l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes, et que se projeter dans la perspective d'une organisation de la société - non pas une utopie-modèle prête à l'emploi mais l'utopie - à la fois espoir et tension déterminée à changer le réel -, contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communiste, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Classes, lutte de classes, rapport d'exploitation



Pierre Zarka

Viser l'émancipation implique de conjuguer le "déjà là" avec un "pas encore là" qui reste à préciser. Je me tiendrai aujourd'hui à un aspect.

Devinette : Qui a dit que « *la croissance extravagante du secteur financier qui a disséminé d'inraisemblables quantités de dettes a eu pour conséquence la financiarisation de l'économie. Elle l'a mise sous la domination exclusive des logiques spéculatives et l'obsession du court terme. On en connaît les conséquences sur l'industrie, sur l'environnement, sur les inégalités et sur la dégradation de la valeur travail* » ? Sarkozy, il y a un an à Toulon. Quant à Marine Le Pen, elle n'est pas avare de critiques à l'égard des marchés.

Il y a dans l'air du temps un anticapitalisme partagé et attrape-tout à la fois. Par exemple, dans les luttes pour défendre l'emploi, les actionnaires sont de plus en plus régulièrement mis en cause mais chacun met en cause "ses" actionnaires ou à la rigueur les banques. Mais une idée partielle peut à la fois être une réelle avancée, motiver des luttes et ne pas faire un concept clair. De ce fait les luttes ne perçoivent pas le rapport de forces qu'il faut nécessairement établir non pas avec "ses" actionnaires mais avec l'actionnariat dans son entier. Et pour celles qui ne se heurtent pas à des actionnaires précis comme à Notre-Dame-des-Landes ou dans la fonction publique, l'adversaire devient diffus et on se tourne vers "les pouvoirs publics". On peut ainsi dénoncer la marchandisation de la santé, de la nature, de la culture sans mesurer que si les humains sont eux-mêmes des marchandises en vendant leur force de travail, le reste suit. Il y a là un obstacle et un risque d'épuisement sur lesquels l'apport communiste a besoin d'être précisé. Au risque

que même de grandes victoires 1) n'aient aucun effet de contagion et 2) soient aisément attaquables. C'est le cas de la Sécu dont pourtant le principe rappelle étrangement « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses moyens* », mais de ne pas l'avoir ainsi intellectualisé met chaque assuré dans une posture de consommateur et non de citoyen. Et à un consommateur, on peut dire que ça coûte trop cher. Ainsi, sans la portée de la lutte des classes, tout est récupérable. Dans la culture progressiste et communiste, on oublie que c'est le rapport qui fait la chose et non pas l'essence de la chose qui fait la chose. Je m'explique plus clairement. On pense trop 1) qu'il y a des classes repérées sociologiquement - ici, les salariés et les capitalistes - et 2) grâce à la conscience de classe, une participation à la lutte des classes. Il n'y a de classe que consciente d'elle, sinon il n'y a que masse (Hannah Arendt et Michel Foucault), la conscience fait partie

Devons-nous faire face aux inégalités sociales comme si elles étaient dues à une mauvaise répartition des richesses ou devons-nous considérer qu'il y a exploitation, à laquelle il est nécessaire de faire face ?

intégrante de la classe. Il y a d'abord conscience de la lutte de classes et c'est par l'antagonisme que passe la formation de classes sociales. Je voudrais insister sur le fait que l'antagonisme est premier. S'arrêter sur l'antagonisme comme lieu où se forment les comportements me paraît aujourd'hui décisif.

Devons-nous faire face aux inégalités sociales, pour les réduire comme si elles étaient dues à une mauvaise répartition des richesses - et cela a été ou est encore le credo de nombre de celles et de ceux qui cherchent à changer la société - ou devons-nous considérer qu'il n'y a pas à proprement parler d'inégalités comme si elles étaient un fait mais qu'il y a exploitation, extorsion, donc violence, à laquelle il est nécessaire de faire face ? Dans le premier cas, on cherche le compromis raisonnable et on limite l'exigence à "partage", ce qui entre parenthèses explique que le mouvement ouvrier traditionnel et l'écologie ne se rencontrent jamais, aucun des deux ne se vivant comme résultant d'un système cohérent fondé sur l'exploitation.

Autre exemple : on s'indigne devant les délocalisations et on cherche un "repreneur". Le mot dit combien on intériorise le rapport d'exploitation et de dépendance. Ou on réclame une nationalisation temporaire. La mise

en coopérative apparaît dans nombre d'entreprises comme une alternative à leur destruction et de ne pas avoir la perspective de déboucher sur une autre logique économique enferme ces espoirs dans les logiques du capitalisme. En fait, l'absence de perception de ce rapport d'exploitation empêche la mise en cause de la dépendance salariale. Ce n'est pas une question abstraite, cette dépendance avait été reproduite en URSS. On peut donc s'interroger sur le "communisme" soviétique.

Enfin autre "utilité" : la caractérisation de la crise. Dans des milieux alternatifs, le niveau des profits réalisés conduit à réduire la crise au chômage et aux injustices, confondant le fait que les capitalistes se portent bien avec le fait que le système d'exploitation se grippe. L'accélération des connaissances entraîne un niveau de qualification plus élevé et des études plus longues ainsi qu'une capacité d'initiative plus grande, cela exige une rotation des machines et un renouvellement des investissements plus rapides : nous avons vu

C'est en tant que système d'exploitation que le fonctionnement du capitalisme arrive au paroxysme de toutes ses contradictions.

Le minitel ou le magnétoscope apparaît et disparaît, les besoins de santé, de culture jouent un rôle plus direct dans la vie économique et la masse des investissements doit grandir alors que les retours sur ces investissements devraient être réinvestis plus rapidement. C'est ce que Marx désignait sous la forme de baisse tendancielle du taux de profit. Cela veut dire que la crise ne se limite pas à ses conséquences sociales et économiques mais que le système d'exploitation lui-même ne peut pour survivre qu'aggraver les contradictions dont il est porteur. C'est en tant que système d'exploitation que le fonctionnement du capitalisme arrive au paroxysme de toutes ses contradictions. Et l'on assiste au discours sur l'austérité nécessaire mais pas trop n'en faudrait pour ne pas mettre en cause la croissance. Il n'y a donc plus les marges d'adaptation du capitalisme au développement des forces productives telle que nous l'avons connue au lendemain de la seconde guerre mondiale. Cela ne condamne pas le capitalisme à ne pas durer ou à disparaître de lui-même, mais cela le condamne à ne pas cesser d'aiguiser les contradictions dont il est porteur.

Quelle est l'étendue de cet antagonisme ?

Un mot sur la notion de prolétariat. Une lecture étroite a assimilé ce concept à travail manuel. Marx ne dit pas cela, pour lui est prolétaire quiconque ne possède pas ses moyens de production. Or la salarisation s'étend sans cesse.

Cette lecture étroite de l'exploitation a dissocié ce qui était de l'ordre de l'économique et du social, au sens étroit du terme, de ce qui est de l'être.

Dans les années soixante, le PC considérait que seuls les ouvriers avaient des intérêts matériels à défendre et que les intellectuels avaient des « *raisons idéologiques et morales de rejoindre le combat des premiers* ». En fait, cette culture a contribué à dissocier ce qui est de l'ordre de l'aliénation ou de l'écologie, des rapports d'exploitation.

Le capitalisme ne se réduit pas à sa dimension économique, il est une manière d'exister. Nous en faisons partie. Il ne s'agit pas d'auto-flagellation. Même s'il n'y a pas de rapports mécaniques, toute la pensée est empreinte des modes de représentation du moment historique que l'on vit. Aujourd'hui ces modes sont ceux du capitalisme mais les rapports sociaux ont été forgés sur la base des rapports d'exploitation, rapports qui ont toujours été le mode de développement de toute mise en société. Le capitalisme n'a inventé ni le racisme ni toute autre discrimination. En fait, il n'a pas inventé les rapports d'exploitation, il en a hérité et les a renouvelés, mais le clan familial (De l'origine de la propriété privée, de la famille et de l'État – Engels -), la tribu, l'esclavage, le féodalisme sont des rapports d'exploitation. Domination et aliénation ne sauraient s'isoler de l'exploitation. Il faudrait un mot qui relie les deux phénomènes pour ne pas les isoler l'un de l'autre.

L'aliénation est un écart de soi à soi. Elle n'est pas forcément souffrance puisqu'elle est inconsciente (bien que l'on puisse être souffrant sans savoir pourquoi). On le comble avec ce qui est de l'ordre de l'artifice, comme la consommation par exemple. C'est pourquoi évoquer les rapports d'exploitation a davantage de portée que s'en tenir au mot capitalisme qui peut, de ce point de vue, être réducteur. Les savoirs et les pratiques dominants en disent long sur le fonctionnement d'une société et la finalité qu'elle s'assigne.

Il découle de cette matrice une rationalité qui doit être spontanément admise. Elle exclut toute complexité et tout doit se présenter sous forme d'évidence. Cette logique permet de tenter de rendre incongrue toute autre forme de pensée, surtout si elle est un peu complexe, et d'exiger la mise en conformité.

Force est donc de reconnaître au capitalisme la capacité de "faire système". On ne saurait donc dissocier l'économique, les rapports sociaux, la morale, l'idéologique et le culturel. Ils ne font qu'un ensemble et interagissent les uns sur les autres, même si l'impact de chacun d'entre eux est inégal. Toute réalité est en même temps une représentation subjective voire fantasmagorique de cette réalité. Invoquer la lutte des classes sans inclure toutes les formes de domination et de ségrégation est une vision incomplète, amputée. Une telle amputation ne peut que conduire à des déboires, l'URSS n'y a

pas survécu. De manière symétrique, toute dénonciation des rapports sociaux de domination qui ne s'inscrit pas dans les rapports de classes et d'exploitation met cette dénonciation en état d'apesanteur et la prive de sa place fondamentale. L'histoire des mouvements démocratiques est ainsi souvent faite de deux moitiés qui ne sont que rarement parvenues à se joindre.

Les mouvements qui réussissent sont ceux qui frappent au cœur de l'antagonisme auquel ils sont confrontés

Le processus d'appropriation du capital est donc un processus totalisant. Cela devrait nous conduire à travailler ultérieurement sur la notion de "mode de production". Les mouvements qui réussissent sont ceux qui frappent au cœur de l'antagonisme auquel ils sont confrontés et non à la périphérie et qui, à partir de cet antagonisme, construisent peu ou prou une vision cohérente de l'alternative et donc pour nous de l'émancipation. Mais comment construire une alternative cohérente si on ne sait pas alternative à quoi ? En anticipant un peu sur cet après-midi, la prégnance des enjeux parlementaires et étatiques a substitué à l'antagonisme de classes l'antagonisme gauche-droite, ouvrant la porte aux désillusions et à "tous les mêmes". Le Front de gauche pour l'instant a du mal à dépasser ce stade. Et au-delà, cet effacement sape la portée du mot politique. Ainsi, lorsque l'on parle de "changer de politique", on ouvre la porte à une ambiguïté : changer de politique parce que cette politique ne serait pas bonne ? Pour personne ? Il y aurait, comme on dit souvent en cas de fermeture d'entreprises, "mauvaise gestion" ? Ou s'agit-il de prendre en compte qu'il n'y a pas de "bonne" politique à la fois pour le capital et le prolétariat et donc que le mot politique induit un combat féroce dans la mesure où sa solution finit par léser quelqu'un ?

Cela change le regard porté sur le "pour soi". Pour Marx, la classe ouvrière - continuons à la nommer ainsi - n'est constituée que lorsqu'elle est capable de passer de "la classe en soi" à "la classe pour soi". Nous avons vu combien cette dimension du "pour

soi" avait été essentiellement conçue par le mouvement ouvrier traditionnel comme la conscience politique venant se rajouter à un déterminant sociologique. Or pour Marx, (Hannah Arendt ne cesse de le souligner) ce "pour soi" est constitutif de l'existence même de la classe ouvrière. On trouve ce concept aussi chez Michel Foucault. Tous les trois dégagent les exploités de la victimisation et de la sociologie et font d'eux le sujet actif et conscient de la politique. Ils les rendent capables de faire du "pour soi" un nouveau levier de développement des sociétés et donc un terrain de rassemblement collectif. C'est possible dans la mesure où l'antagonisme de classe dessine un espace commun à tous les "pour soi". Lorsqu'il y a identification entre le "tous" et le "soi", on se sent porteur de l'universel et du légitime. Encore faut-il que la nature de ce "pour soi" le permette en se définissant à partir de l'antagonisme qui définit les contours de qui y participe et qui ne peut y entrer ou contre qui il se définit.

Quand on souffre, on a besoin de situer un ennemi à la fois pour ne pas devenir fou et c'est par la définition de l'ennemi que se forme l'identité collective, c'est-à-dire la base du commun à rechercher. Il y a toujours une cause : si ce n'est pas le capital, alors on trouve pêle-mêle les migrants, les Arabes, les fonctionnaires, les feignants qui profitent des allocations chômage ou qui abusent de la Sécu, les jeunes qui ne veulent plus rien faire... Je reviens à mon début : 20 % des gens sont satisfaits du système capitaliste, mais le manque de précision peut en faire un fourre-tout. Je l'ai dit à propos de Sarkozy et des "patrons voyous ou de l'exagération de la finance", on le voit avec Hollande qui n'avait qu'un ennemi : les marchés financiers. Et faute d'approfondissement de ce qu'induit l'anticapitalisme, le FN surfe sur le rejet des dirigeants, revendique à sa manière de correspondre à la quête d'un "hors système" et cherche à en faire un projet commun. Il est directement le produit de la faiblesse de la pensée alternative. Nous avons besoin d'investir le champ de l'expérience collective qui mûrit pour apporter cette vision de l'antagonisme. ♦

Pierre Zarka

+ D'INFO



communistes unitaires

www.communistesunitaires.net
blogs.mediapart.fr/communistes-unitaires

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

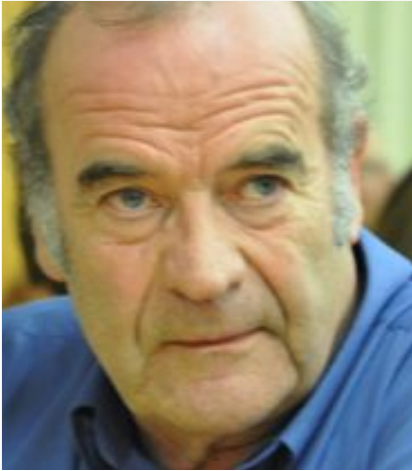
www.cerisesenligne.fr

LA
FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

FRONT
DE GAUCHE

www.lafederation.org

Rapports d'exploitation, rapports d'oppression et lutte des classes



Francis Sitel

En introduction, une citation, mais qui ne relève pas de la devinette : « *L'histoire de toute société, c'est l'histoire de la lutte des classes* ». Nous, ici, portons suffisamment de respect à la pensée de Marx, et au Manifeste communiste de 1848, pour ne pas écarter la citation avec mépris. Mais lancée sans signature d'auteur et sans explication, dans le climat idéologique actuel, quelles réactions susciterait-elle spontanément ?

En fait, il faudrait se défendre en ajoutant la suite de la phrase : « *Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot : oppresseurs et opprimés, se sont trouvés en constante opposition ; ils ont mené une lutte sans répit, tantôt déguisée, tantôt ouverte, qui à chaque fois finissait soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la ruine des diverses classes en lutte* ». Afin de convaincre que Marx évoque le grand combat multiforme entre "opresseurs et opprimés"... N'empêche : la centralité de la lutte des classes (même généralisée comme opposition entre oppresseurs et opprimés) est fortement interrogée, sinon contestée.

1) Contestée, parce que jugée comme renvoyant à une vision réductrice de la réalité.

En fait, à son origine, limitée à l'Europe de la révolution industrielle, celle du XIX^e siècle et d'une partie du XX^e siècle, mais qui ne serait plus pertinente aujourd'hui. Peut-on comprendre ce qu'est la Chine à ce prisme ? Ou exemple immédiat : la situation au Mali est-elle déchiffrable à partir de cette catégorie ? Et surtout qui apparaît focalisée sur l'économie (et la notion d'exploitation), donc ignorant les dominations (de genres, de races, de religions...) et les aliénations.

Et le rapport à la nature... Et aussi le caractère décisif de l'individualisme moderne.

2) À ce qu'on juge être une conception réductrice, on va opposer une relativisation, voire une neutralisation de la centralité des oppositions de classe, et de l'enracinement des relations sociales dans les rapports de production capitalistes, dans l'exploitation du travail... Une telle contestation enfle aujourd'hui. Elle ne relève pas de "l'antimarxisme" (qui est une idéologie de combat, par exemple lorsque fut instrumentalisée la notion de totalitarisme pour dénoncer marxisme et communisme), mais plutôt d'un "post-marxisme". Une espèce de débordement de l'analyse marxiste, corrélé à un prétendu "post-capitalisme", et qui accompagne l'effacement de la "figure ouvrière"... Ainsi que l'omniprésence dudit individualisme, le refus de "s'aliéner" au collectif.

On peut prendre comme un symptôme de cela le succès dans les manifestations récentes des autocollants portant le slogan "Je lutte de classe", invention d'une combinaison improbable entre la prédominance individualiste du "je" et la détermination à mener le combat de classe...

3) Ce climat idéologique ne va pas sans conséquences, il est cause d'un affaiblissement des capacités d'analyse et d'une perte de vision stratégique (d'où les difficultés, au-delà du sentiment anticapitaliste, de définir une politique anticapitaliste, et plus encore de construire l'organisation idoine).

Plusieurs illustrations de cette appréciation.

a) La crise dite économique est une crise du capitalisme, d'un régime d'accumulation, d'où sa globalité, son caractère systémique... Avec toutes les conséquences d'une telle situation (c'est en quoi la référence à la crise des années 1930 se justifie malgré les grandes différences entre l'une et l'autre période). Même s'il y a aussi "crise de civilisation" (ou crise de la modernité), il ne faut pas diluer cette réalité capitaliste, ni la réduire (elle induit une crise de l'ensemble des rapports sociaux, des régimes politiques, des hiérarchies de puissance...)

b) La crise donne prise à une offensive de la classe dirigeante : en Europe, elle est symbolisée par les politiques d'austérité. Offensive pour laquelle sont mobilisées des armes idéologiques efficaces : les thèmes de la dette (porteur de culpabilisation), de la compétitivité (générant du stress), de l'urgence face à un risque de catastrophe (diffusant de l'angoisse)...

Elle attaque une classe des opprimés qui, elle, est entravée idéologiquement, ne disposant que d'armes émoussées : limite du moralisme (l'indignation), une invisibilisation de l'ennemi (les "marchés financiers"), une absence de perspective alternative (le socialisme ?).

Il y a là une dissymétrie impressionnante entre bourgeoisie et prolétariat : alors que le second s'interroge sur ce qu'est la lutte de classe, l'autre la mène avec la brutalité qu'on voit ; si l'une est privée de perspective historique, ce qui la désarme, l'autre n'a pas besoin de disposer d'une réponse à la crise capitaliste pour considérer celle-ci comme une opportunité pour porter des coups aux travailleurs et imposer une régression sociale majeure...

Le véritable enjeu est de combiner lutte de classe (sur le terrain de l'exploitation) et luttes contre les diverses dominations et oppressions.

Le concept d'oligarchie apparaît porteur de ces difficultés : il s'agit d'une notion utile, qui permet de pointer la concentration des intérêts financiers et des pouvoirs au sein d'une petite minorité ultra privilégiée et mondialisé. Mais, dans son usage politique, on voit ses limites, car ce qui doit être combattu, au-delà d'une "caste", c'est bien tout un système.

c) D'où les difficultés, voire une incapacité à traduire en termes politiques la confrontation en cours. Alors que la brutalité de celle-ci saute aux yeux, reste prédominante la logique du "compromis" (et par voie de conséquence l'hégémonie de la social-démocratie). Ce qui par exemple autorise le pouvoir socialiste à se revendiquer de la "démocratie sociale" pour démanteler, avec la complicité de certaines directions syndicales, les acquis sociaux (cf. l'ANI). Une politique qui a un prix : la distanciation croissante entre les partis au gouvernement et les classes populaires, mais la traduction immédiate en est une colère privée d'expression de classe (cf. tout ce qui se dit sur le "populisme", les inquiétudes à propos de la situation en Italie, le succès des multiples bricolages idéologiques qu'on voit être mis sur le marché idéologique, en particulier, du côté du Front national, les alliages entre le "social" et l'identitaire)....

d) Un effacement et un brouillage de la figure du travailleur. Celle-ci prend forme et vigueur dans l'affrontement entre ouvrier et patron, ce conflit central intrinsèque au capitalisme. Elle est aujourd'hui relativisée, voire neutralisée, ce qui ouvre un vide qui appelle des notions plus ou moins maîtrisées.

A titre d'exemple : il y a encore quelques années la relation aux immigrés se scandait par un beau slogan : « *Travailleurs français-immigrés, même patron même combat !* ». Ce qui voulait dire que l'immigré était d'abord défini comme ouvrier (ce qu'on a retrouvé avec le nom "travailleurs / travailleuses sans papiers").

Mais aujourd'hui celui qui par sa famille est d'origine étrangère, donc qui n'est plus immigré depuis une, deux ou trois générations, va être invité à se reconnaître et être défini, non pas dans sa situation sociale (il / elle est travailleur, étudiant, précaire, chômeur...), mais en fonction d'une supposée "origine". On voit se développer les théorisations liées à ladite "immigration post-coloniale", ou à la référence musulmane... On voit même se construire des problématiques, qui se croient radicales, sur la base d'une racialisation des rapports sociaux (une opposition systématisée entre "Blancs" et "non Blancs").

On a connu autrefois les risques de l'ouvriérisme. Ceux encourus aujourd'hui sont bien plus pervers, parce que relevant d'un effet miroir face au racisme porté par les extrêmes-droites fascistes.

Des glissements idéologiques qui ouvrent un double piège, dont les 2 éléments s'alimentent mutuellement. D'un côté la tentation d'en appeler à un certain mythe républicain, un faux universalisme alibi de la domination, qui conduit à nier, voire à justifier, les discriminations spécifiques. De l'autre, celle de l'inversion des stigmatisations : les revendiquer (avec fierté), ce qui amène à les intérioriser au lieu de lutter contre, donc à ne pas assumer l'enjeu politique.

4) Le véritable enjeu est de combiner lutte de classe (sur le terrain de l'exploitation) et luttes contre les diverses dominations et oppressions. On peut se référer au travail de Danièle Kergoat (cf. *Se battre, disant-elles...*, La Dispute) à propos des rapports sociaux de sexe ou de genre, lorsqu'elle montre que les travailleuses ne luttent pas comme les travailleurs, mais selon des modalités, des thématiques, des modes d'organisation spécifiques. Cette compréhension ne conduit pas à opposer les unes aux autres, mais à enrichir ce qu'est le combat de classe, en assumant la dimension spécifique qu'y apporte les femmes travailleuses. Une articulation complexe nouvelle, qui enrichit et unit, et non pas affaiblit et divise, qui devrait servir de modèle aux approches qu'il conviendrait d'adopter sur d'autres terrains de lutte contre l'exploitation et les dominations.

Par rapport à des rapports sociaux pluriels, centralité de la lutte des classes ne veut pas dire surdétermination (ce qui conduirait à donner un statut subordonné aux autres luttes)... Selon les situations (multiples), les moments dans les combats collectifs et individuels, s'active plus fortement un combat par rapport aux autres, mais cela dans un cadre de rapports sociaux qui reste donné...

"Je" lutte de classe, "je" lutte de femme, "je" lutte de colonisé, ou "je" lutte contre telle ou telle oppression... Mais dans un conflit politico-social central, qui appelle une organisation collective, un "nous" à construire ... ♦

Francis Sitel

Lutte des classes et situations d'oppression



Paule Ménaheim

Je viens de Pau. Je fais partie de ces personnes qui ont du mal à saisir que la crise du capitalisme n'est pas avant tout la crise des victimes du capitalisme, parce que j'ai l'impression que les forces dominantes du capitalisme ont encore une grande source d'exploitation ; notamment dû au fait que nous sommes 7 milliards d'êtres humains, que les ressources sont limitées, et qu'ils ont les moyens de les accaparer. C'est-à-dire de nous tenir, non pas seulement au niveau de nos représentations idéologiques, mais pour de bon.

Le deuxième point, c'est, me semble-t-il, le dépassement de cet effacement de l'élément central de la lutte

de classe par rapport à toutes les situations d'oppression, qui me semble être absolument lié à des pratiques. Je pense que c'est effectivement dans notre pratique que nous allons pouvoir faire bouger ce clivage entre un communisme de personnes à la fois nanties et très sensibles, et le féminisme qui existe, qui aussi prendra des formes comme avec le foulard. La dame qui nettoie ma cité a un foulard en permanence, mais comme on se fait la bise, on peut aussi parler de plein de choses, de ses difficultés à obtenir la reversion de la pension de son mari ou de la difficulté de tenir ses horaires- éclatés - en période de ramadan

C'est microscopique mais cela me semble important. C'est dans des pratiques, dans la rencontre de ces personnes que notre colonisation a rendu dépendantes de leur présence en France que les différences de culture ou de perception identitaires de part et d'autre ne feront plus obstacle au rassemblement sur des bases de lutte de classe. Je viens d'un département qui, en 1946, a refusé la Constitution parce que elle était beaucoup trop porteuse d'émancipation coloniale, et où va se tenir, par exemple, l'Université de la Défense. L'économie de la région dépend de la vente et du développement des industries d'armes de guerre. Donc le nombre de personnes que l'on a entraînées à venir s'installer dans Pyrénées atlantiques suite, par exemple, à 1962, est très fort. Et c'est là où on a besoin de faire ensemble. ♦

FSM : le déficit d'analyse du système d'exploitation



Bernard Calabuig

Je reviens du Forum social mondial, de Tunis. Tout à l'heure quelqu'un m'a demandé ce que je pensais du Forum et j'ai répondu, en paraphrasant un peu ce que disait Bakounine en 1872 à la fin de la Première Internationale : « *En huit ans, l'Internationale a produit beaucoup plus d'idées que ce qu'il n'en faut pour*

changer le monde. La question qui nous est posée aujourd'hui, c'est de le transformer. » Et le FSM, c'est un peu cela. Cela fait quinze ans - c'est le deuxième auquel que je participe (Dakar et puis Tunis) - qu'y sont élaborées des propositions d'une très grande richesse, sur tous les sujets. Sauf que la question qui n'est jamais abordée, c'est celle des stratégies en politique, et l'analyse même du système d'exploitation pour pouvoir en changer. Et ce qui ressort de ce Forum, de façon assez majoritaire je trouve, c'est l'espoir d'un capitalisme "régulateur", d'un retour à un capitalisme monopoliste d'État ; le capitalisme sans la financiarisation, un capitalisme un peu plus juste, beaucoup plus redistributeur.

Mais en même temps je raccroche aussi tout cela avec une réflexion que je voudrais approfondir, qui est l'objet de la thématique de cet après-midi : je veux parler de la question de l'État et de son dépérissement, que j'ai du mal à désarticuler de la question de la désaliénation et de l'émancipation. ♦

Construire dans la réalité d'aujourd'hui

Jacqueline Rouillon

Jacqueline Rouillon, de Saint-Ouen, en Seine Saint-Denis. J'ai trouvé énormément d'intérêt dans les deux exposés parce que l'on nomme des réalités, ou que l'on essaie de décortiquer ou de comprendre des choses dont on ne peut quasiment plus parler aujourd'hui dans la vie.

Saint-Ouen est une ville qui était très ouvrière, avec beaucoup d'usines, et une population à plus de 80 % d'ouvriers, avec un Parti communiste très puissant, et irrigant toute la vie politique et sociale. Or, depuis peut-être une vingtaine d'années, depuis les années 90, on ne peut plus nommer la classe ouvrière, on ne parle pas d'aliénation, ni de "lutte de classe" ; moi la première, d'ailleurs, comme d'autres militants engagés. Donc on tourne autour du pot, puisqu'il y a toujours, et c'est une volonté politique, le maintien

La première chose que l'on a constatée, pour ceux et celles à qui on commence à donner la parole, c'est qu'ils sont persuadés que c'est de leur faute s'ils n'ont pas de boulot...

d'une population assez modeste, et même pauvre et précaire. C'est une ville que l'on appelle d'ailleurs et revendique comme "une ville populaire", mais on ne parle jamais ni de "classe ouvrière", et encore moins de "lutte de classe".

L'autre aspect de cette réalité, c'est qu'il y a même chez les militants - quand je parle de militants, ce sont les militants communistes, des militants du Front de gauche, des militants engagés, qui sont ces anticapitalistes - un certain désespoir de se dire : « *On est dans un monde aujourd'hui où l'intérêt général disparaît et où l'individualisme monte* », mais comme le constat un peu inéluctable d'une modernisation de la société et que l'on ne sait pas bien comment travailler ou par quel bout prendre.

Je reviens donc aux exposés, parce que je trouve qu'il est très important justement d'essayer de comprendre le mouvement tel que l'on vient d'en parler, pour se dire justement que ces termes et que le mouvement ne sont pas morts, et qu'il faut que l'on essaie de reconstruire dans la réalité d'aujourd'hui, pour nous-mêmes mais aussi pour tous ceux qui nous entourent, pour être compris, ce qui va nous permettre d'aller de l'avant.



Et je terminerai juste sur ce que l'on est en train de construire depuis quelques mois par rapport à des réalités locales difficiles. On s'est davantage mis en situation d'écouter les gens tels qu'ils vivent ; et de permettre à tout un tas de gens qui n'ont plus la parole de la reprendre. Quelqu'un a parlé de gens "méprisés" aujourd'hui, et moi, je suis très sensible à cela, parce que je pense que c'est la grande caractéristique de notre société, les gens sont humiliés et méprisés. (Les "gens" : je n'arrive plus à appeler les gens de Saint-Ouen des "ouvriers", et comme je sais jamais comment les appeler ... les "gens du peuple" ?) Mais en tout cas j'ai la conviction que effectivement les gens sont en permanence humiliés, oubliés et abandonnés par notre société.

Et la première chose que l'on a constatée, pour ceux et celles à qui on commence à donner la parole, c'est qu'ils sont persuadés que c'est de leur faute s'ils n'ont pas de boulot, si leurs enfants sont en train de trafiquer en bas des cités, et donc chacun est chez soi avec sa culpabilité, et c'est un des freins essentiels pour reconstruire quelque chose de collectif. Et donc ce que l'on essaie déjà aujourd'hui de reconstruire, c'est que les gens se retrouvent et qu'ils parlent. Parce que le fait de se dire "ensemble" les réalités qu'on vit, justement, de chômage, et cette réalité première et douloureuse, par rapport à "ses" enfants, cela permet aux gens de passer du "je" au "nous" ; parce que ce n'est plus "mon" problème à moi tout seul et de ma faute, c'est qu'on est peut-être des dizaines, et j'espère demain des centaines, à partager une réalité commune, et donc ce n'est plus de ma faute, et donc peut-être que l'on peut commencer à entrevoir, ou à imaginer, à construire des solutions communes à nos problèmes. ♦

Contre l'idée d'une contradiction qui dominerait les autres

Laurent Lévy

Pierre disait : « *Les classes existent dans leur antagonisme* », c'est une idée profonde et juste. Elles existent aussi dans leur lutte : c'est la lutte des classes qui détermine l'existence des classes, pas seulement le fait qu'il y ait ce potentiel de lutte que serait leur antagonisme, mais la réalité même. Et c'est l'une des difficultés auxquelles nous sommes confrontés, parce que, - je crois que c'est Francis qui le disait - « *La bourgeoisie, elle, n'a pas besoin d'y réfléchir* », elle mène sa lutte des classes d'emblée, par sa simple existence. Il n'en va pas de même du salariat. Et une des difficultés de nommer les habitants de Saint-Ouen pour savoir si c'est bien de la classe ouvrière ou pas, tient entre autre au fait qu'ils ne se considèrent probablement pas comme cela, et que la lutte des classes marque le pas, non pas en général, mais du côté du salariat, du côté de ce qui serait la classe ouvrière en cas de conflit ouvert.

Méconnaître les combats ou les contradictions qu'on aura jugés secondaires, ou accessoires, c'est s'annoncer des lendemains qui déchantent, dans le domaine même de la lutte des classes.

Sur un autre sujet : j'ai un peu du mal avec le mot "aliénation" ; "Qui trop embrasse, mal étirent", et j'ai toujours peur qu'un mot comme celui-là en dise trop. Mettons-le au pluriel et ça ira déjà un peu mieux : "aliénations", "dominations". "Dominations", on le met au pluriel général, on parle "des" dominations, et ainsi on arrive aux situations concrètes de domination. Et là se pose la question qui a été évoquée par Francis, de la "centralité". J'ai du mal avec l'idée de contradiction principale / contradiction secondaire : la société est pétrie de contradictions, je ne suis pas sûr que l'on puisse la comprendre à travers l'idée d'une centralité de telle ou telle de ses contradictions. Alors, bien sûr, dans les grands mouvements historiques, on reconnaît une crise d'accumulation du capital, ce qui peut justifier l'idée que la contradiction entre le capital et le travail est une contradiction qui domine l'ensemble de la société. Est-ce que ça veut dire qu'elle est une contradiction "dominante", au sens où elle mettrait en orbite les autres contradictions de la société ? Je ne crois pas.

Chacun voit midi à sa porte. C'est peut-être aussi un effet de cet individualisme néolibéral et du "je" généralisé, mais chacun voit midi à sa porte. Celui qui ne



trouve pas de boulot, non pas seulement comme tout le monde parce qu'il y a du chômage, mais aussi en plus parce qu'il habite La Grande Borne ou qu'il s'appelle Mohamed ou des choses comme ça, peut être sensible plus particulièrement à cet aspect des contradictions sociales, à cette contradiction sociale particulière. Si on met ça de côté, si on oublie justement que la contradiction elle est principale au regard de la manière dont elle est vécue par celui qui est du mauvais côté de la contradiction, on va se tromper dans les stratégies d'alliance, on va se tromper dans les stratégies d'articulation des différents combats.

Alors, je pense qu'en effet, refuser d'articuler les différents combats, se cantonner à celui qu'on estime être le plus proche de soi, est une erreur, est une erreur stratégique. Je dirais même que si je suis communiste, c'est parce que je pense qu'on ne doit pas faire comme ça. D'un autre côté, méconnaître les combats ou les contradictions qu'on aura jugés secondaires, ou accessoires, ou périphériques, au profit d'une centralité qui a sa pertinence, mais une pertinence qu'il faut regarder de très près et dont il ne faut pas surestimer la portée, celle de la centralité du combat de classe, et bien c'est s'annoncer des lendemains qui déchantent, dans le domaine même de la lutte des classes. Et je ne vois pas comment on peut demander - et là je peux même le dire trash : je vois pas comment on peut demander aux victimes du racisme, par exemple, de s'associer au combat de classe, si on néglige leur propre domination raciale. C'est encore plus vrai si on leur tape dessus. Or, ça fait partie des choses qui se passent. L'actualité récente le montre : quand on voit, depuis le gouvernement socialiste jusqu'à LO, en passant par le Parti de gauche, demander une loi de plus contre le foulard. C'est pas en leur tapant dessus qu'on va leur demander après ça de nous aimer... Donc cette histoire de contradictions principales, secondaires, etc. a sa légitimité, mais il faut y faire très attention. ♦

La démocratie, une conquête permanente

Marc Lacreuse

Je milite dans des réseaux d'éducation populaire qui travaillent actuellement à des états généraux de l'éducation populaire et de la transformation sociale et politique, dont nous espérons qu'ils pourront avoir lieu prochainement.

Je voudrais réagir à ce que disait Bernard. Toutes les intelligences collectives révélées et mises en oeuvre dans les forums qui peuvent exister ici ou là (et qui sont en voie de développement), depuis une dizaine d'années, soulignent à leur manière une question dont on devrait s'emparer aussi dans ce type de séminaire : la question de la démocratie et de la crise démocratique. C'est-à-dire la question dont l'intelligence collective populaire est prise ou non en compte pour faire société. Le mot même de "démocratie" n'a pas encore été prononcé une seule fois ce matin, et je ne peux pas y voir un hasard. C'est un mot en passe de disparaître ou, pis encore : de ne plus rien signifier. Un mot froid .

Ce qui est en crise donc, c'est que l'intelligence collective et politique du peuple est mise de côté, à un moment particulier où elle serait à même de régénérer de nouvelles pratiques politiques. Et alors que sa contribution à la chose publique n'a jamais été aussi urgente et nécessaire .

Si l'on a bien vu que le capitalisme, le système capitaliste, a tout absorbé de l'activité humaine aujourd'hui pour tenter de la mettre intégralement à son service, il faut souligner qu'il s'est attaqué aussi, directement ou indirectement, à la question de la démocratie pour la phagocyter, et en faire un concept technocratique clos, fini, qui ne peut évoluer. Si l'on pense que chaque être sur la planète est légitime, la question de savoir comment on fait pour que chaque être légitime, porteur d'une dimension politique inaliénable, soit mis en mouvement pour construire du politique, de la politique, est essentielle, et le devient de plus en plus à un moment où la république purement délégataire est en impasse. Je crois que là-dessus il y a eu et il y a de multiples carences dans les fonctionnements des structures et institutions politiques. 1789 a consisté en une avancée révolutionnaire bourgeoise qui a généré pour des décennies des pratiques démocratiques inédites. Il n'est pas question de nier ces acquis : il s'agit de reconnaître qu'ils sont aujourd'hui en voie d'obsolescence, et que la démocratie n'est pas un objet patrimonial immuable : elle est - doit être - une conquête permanente. La "délégation" de pouvoir, base de notre système actuel, et qui est la manière dont chaque être légitime politiquement que

nous sommes en revient à s'en remettre à d'autres pour gérer le bien commun et pour "fabriquer" la réflexion sur le bien commun est en impasse , et ne peut plus construire à bonne hauteur du "vivre ensemble", qui devrait pourtant être considérée comme priorité politique, comme fondement même du politique.

C'est tout le statut des partis politiques, des syndicats, des associations, etc., qui est à examiner en ce sens. Beaucoup ont accumulé un retard réflexif à ce sujet, participant ainsi à la "panne démocratique". Beaucoup fonctionnent sur les bases mêmes de cette dynamique délégataire. L'action politique est devenue le fait d'une profession. Les experts remplacent la parole publique. Et lorsque l'expression du peuple arrive à se glisser dans les interstices qu'on lui autorise (ex : référendum sur le traité européen), elle est immédiatement remise en cause et taxée d'incompétence : la technocratie, européenne ou non, remplace le citoyen. Cette "faiblesse" nous rend boiteux lorsque l'on aborde la question éminemment moderne du communisme. Et on ne pourra pas continuer à le faire de manière satisfaisante, y compris au regard de ce que le capitalisme a détruit aujourd'hui, si cette question-là n'est pas puissamment abordée par nous, non pas simplement théoriquement - il faut, bien sûr, l'aborder théoriquement -, mais aussi dans ce que cela signifie concrètement dans nos pratiques quotidiennes, associatives, politiques, syndicales, et dans ce que cela signifie comme effort pour les transformer profondément...

Le déficit, notre déficit, est énorme dans ce champ-là à mon sens au point parfois de nous menacer d'impuissance, face aux crises structurelles terribles d'un capitalisme conquérant. ♦

Déplacements de l'antagonisme des classes sociales

Jean-Claude Mamet

Je suis membre de l'association Convergences et alternative, composante du Front de gauche. Évidemment, pour discuter après les deux exposés, il faut être prudent parce que ça mériterait de les lire, vu que ce sont des notions assez lourdes. Je dirai quand même trois choses.

Une première remarque pour aller dans le sens de ce qui a été décrit comme le constat qu'on estompe les rapports de classe dans le monde contemporain. Pour prendre des sujets sur lesquels j'ai beaucoup réfléchi et travaillé dans des vies antérieures, c'est par exemple l'observation qu'il est devenu incongru de parler de ce qu'on appelle le "mouvement ouvrier". Je vois souvent des prises de position disant que nous sommes dans un monde "de précarité" (certes !) et que le "précarariat" remplacerait le "prolétariat", avec parfois implicitement une relativisation du conflit de classes

Il y a une plasticité des rapports sociaux globaux intégrant l'ensemble des dominations de classe, et l'ensemble des autres rapports sociaux de domination.

considéré comme "ancien". Alors que je pense que le prolétariat inclut tout à fait la dimension de précarité : le prolétariat c'est le précarariat, par définition si on peut dire. Ce n'est peut-être qu'une question de vocabulaire, mais vérifions-le. De plus, il y a eu l'irruption dominante depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années, de la notion de "mouvement social", qui a remplacé celle de "mouvement ouvrier". Si l'on gratte un petit peu plus encore, "mouvement social" et "mouvement syndical" sont vécus comme des réalités différentes : le syndicalisme ne serait plus aujourd'hui un mouvement social. De mon point de vue, le syndicalisme est bien plutôt ce qu'il y a de permanent dans le mouvement social, même s'il y a à l'évidence plusieurs types de mouvements sociaux et que la notion est riche. Bien des théories, des sociologies, ont travaillé cette question (voir récemment : la "somme" des historiens Michel Pigenet et Danièle Tartakowsky : *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, La Découverte, 2012).

Ensuite, deuxième chose, sur la notion de prolétariat



justement, et de classe sociale. Pierre Zarka, à juste titre, a décrit des caricatures de la notion de prolétariat issues de la tradition du Parti communiste, sur la notion de classe ouvrière comme strictement industrielle. Sans avoir jamais eu dans ma "tradition" une telle vision restrictive et magnifiée en même temps, nous avons tous, peu ou prou, à revoir certaines choses et, notamment, nous avons souvent considéré les classes sociales comme des choses, comme des objets (économiques), dont il faut dégager l'essence, le concept. Et je pense que nous sommes tous marqués par cela, et qu'il faut effectivement s'en dégager de manière nette. Il y a une plasticité des rapports sociaux globaux intégrant l'ensemble des dominations de classe, et l'ensemble des autres rapports sociaux de domination. Le féminisme, avec les "rapports sociaux de genre" théorisés par Danièle Kergoat, a effectivement bousculé beaucoup de choses. Mais il n'y a pas que cela. Il y a effectivement le "processus de racialisation" aggravé de certains groupes dans la société et dans la classe, concept que j'admets tout à fait depuis quelque temps. Il y a beaucoup d'autres éléments, ce qui aboutit à des déplacements incessants dans l'antagonisme des classes sociales. Il y a la fabrication incessante de nouveaux "morceaux des classes" ou aspects nouveaux des classes, et de nouveaux types d'oppressions, de nouveaux types de conflictualité, etc. Et c'est quelque part ce qui explique aussi la difficulté que l'on a à appréhender l'ensemble de la société. Et pour terminer sur cet aspect-là : Francis Sitel a parlé du slogan "je lutte de classes" de 2010 et de l'idée de l'individualisme. Mais je pense que la classe ouvrière a le droit à l'individualité et au "je". Et dans le "je" lutte des classes il y a peut-être des choses à analyser, mais cela ne fait pas très longtemps que la classe ouvrière a droit au "je", en gros je dirais depuis 1968. Et c'est quelque

chose qui est un acquis collectif, qui est issu de l'élévation culturelle, de l'irruption des femmes dans le travail, des conquêtes des droits des femmes, etc. C'est un progrès que l'on puisse dire "je" quand on est dans une usine, c'est un progrès par rapport à ce qui pouvait exister auparavant.

Enfin, dernier point, c'est un problème que j'ai parfois avec Pierre Zarka : il a parlé des limites des "coopératives", ou de la notion de partage des richesses ou de répartition des richesses. On a eu ce débat dans le groupe stratégique du Front de gauche. Je ne sais pas comment il faut comprendre ce que tu dis à ce stade-là. Je vais être un peu provocateur : je plaide pour des réformes. Je plaide, par exemple, pour la socialisation du salaire à travers la sécurité sociale. Je pense que l'on ne peut pas "de rien devenir tout", comme le dit l'Internationale, et que l'on a trop cru que la révolution c'était "de rien devenir tout".

De "rien" on ne peut pas devenir "tout", c'est impossible. On a trop cru que la classe ouvrière, contrairement à la bourgeoisie, ne pouvait rien conquérir dans cette société. Mais si elle ne peut rien conquérir, elle ne fera rien. Donc il y a bien des germes de socialisation, ou des germes de communisme dans cette société. S'il n'y en a pas, on ne pourra pas changer les choses. Donc les coopératives, gagner du salaire, gagner de la protection sociale, gagner des services publics - on devrait être d'accord, là-dessus, évidemment ! -, ce sont des choses sur lesquelles on peut s'appuyer fortement.

Et il faut en dégager toute la portée subversive anticapitaliste. Donc accroître la socialisation du salaire, etc. ♦

Jean-Claude Mamet

Il faut nommer les choses

Léo Landau

Je veux rebondir sur ce que vient de dire Jean-Claude : je ne pense pas que la question sur la socialisation soit en contradiction avec ce qu'a dit Pierre. De ce que j'ai compris de Pierre, cela va dans le même sens. Et tu as dit, Jean-Claude : « *On parle de mouvement social et non pas seulement de mouvement syndical* », eh bien heureusement ! parce que si le mouvement social ce n'était que le mouvement syndical, il n'y aurait pas grand-chose.

Sinon, pour ma part je suis d'accord avec tout ce qui a été dit précédemment par Bernard et par Pierre, et par Laurent Lévy ; ce qui veut dire que je suis en désaccord avec pas mal de choses qui ont été dites par Francis, je ne m'étends pas. Et surtout, j'ai été interpellé par les propos de Jacqueline Rouillon sur le nommage des choses. Interpellé, et même heurté : en quelque sorte les habitants de Saint-Ouen sont devenus - cela n'a pas été dit, mais on peut l'entendre ainsi - "innommables", c'est-à-dire qu'on ne trouve pas de nom pour les nommer. On est dans une sorte d'autocensure et d'acceptation, finalement, du vocabulaire du dominant. Si nous, nous ne nommons pas les choses, c'est un gros problème ; le Front national, lui, il les nomme. Et c'est comme ça qu'il va gagner, d'ailleurs.

Sur la lutte des classes, on dit qu'on ne peut plus en parler. Je rappelle que suite au débat Mélenchon-Cahuzac, il y a eu un sondage dans *L'Huma* qui disait, à la surprise de certains, que la majorité des Français considéraient que la lutte des classes existait. Donc si elle existe, il faut en parler. Au sens dont en a parlé notamment Laurent, ou d'autres.

Sur la culpabilité : les gens ne devraient pas se sentir coupables. Mais on est coupable, pas "individuellement", on est coupable "collectivement". Quand Bernard disait qu'on tourne en rond ; qu'on a des tas de propositions mais qu'on ne se met pas en position stratégique de faire changer les choses, si nous nous ne sommes pas coupables, qui l'est ? Donc on est collectivement coupable.

On est dans une sorte d'autocensure et d'acceptation, finalement, du vocabulaire du dominant. Si nous, nous ne nommons pas les choses, c'est un gros problème ; le FN, lui, il les nomme.

On a dit que la classe ouvrière ne se reconnaît pas. Je rappelle qu'il y a eu quand même le mouvement des Indignés qui, avec toutes ses insuffisances, a quand même traduit une certaine prise de conscience. Et j'insiste là-dessus : si on ne nomme pas les choses, le Front national les nommera. Et en plus, on l'a vu dans la dernière campagne législative de 2012, où à force de singer la social-démocratie, les électeurs préfèrent l'original à la copie. Et c'est comme ça que les députés du Front de gauche se sont fait battre. ♦

Ouvrir le débat sur toutes les dimensions



Jean Brafman

Je pense que les deux interventions initiales sont importantes ; mais elles sont importantes si elles contribuent à approfondir ce qu'on s'est donné comme perspective, mais également comme utilité immédiate. Prenons un exemple sur ce qui a été relevé, à savoir qu'il est important de désigner l'ennemi responsable de la situation dans la confrontation de classe. Cela vient d'être évoqué, il peut y avoir récupération si l'on n'a pas une approche globale de ces questions. Effectivement, si vous allez sur le site du Front national actuellement, le capitalisme ou le soutien aux jeunes qui manifestent à Chypre contre les mesures, c'est en première page. Autrement dit, il y a détournement. Donc, je suis complètement d'accord, il faut que l'on soit beaucoup plus clair sur : quel est l'ennemi ? Quel est celui qui est responsable de la situation ? Et je refuse que le responsable soit l'immigré, le plus pauvre, etc. Mais il faut en même temps que l'on ait les termes de l'alternative : qu'est-ce qui est proposé ? De telle façon que l'on ne s'enferme pas dans la tentative de récupération du capitalisme lui-même dans sa propre défense, parce que cela y contribue. C'est-à-dire que le capitalisme est confronté à ses difficultés et trouve en lui-même la capacité de trouver des réponses qui détournent de sa responsabilité. On a donc une course de vitesse, appelons un chat un chat. Et je trouve, effectivement, qu'il faut que l'on soit beaucoup plus clair là-dessus.

Le deuxième point, c'est sur les terrains de l'affrontement, qui font largement se développer les questions de production, les questions de la société française, etc. Je pense qu'il faut que l'on élargisse à des questions de l'écologie, à des questions du tiers-monde, de l'homme, à la question du terrain, de l'espace. Je vais simplement donner deux exemples très rapides. En ce qui concerne l'homme, la conception du vieillissement : on a eu l'exemple il y a deux jours avec

Hollande, qui reprend ce concept : s'il y a un vieillissement, il faut obligatoirement qu'il y ait une cotisation plus longue - parce qu'effectivement, la socialisation n'est représentée que de cette façon. Il faut que l'on combatte cette dimension-là, et notamment qu'on se batte sur la notion "activité / travail" dans sa dimension globale, qui n'est pas simplement dans les rapports de classe. Il faut qu'on porte cela beaucoup plus. On l'a évoqué un certain nombre de fois, il y a eu des interventions sur ces questions, ces activités socialement productives à la prise de la retraite qui contribuent au développement de la société, mais il faut que l'on soit beaucoup plus fort là-dessus. Parce que sinon, en face de nous et ce qu'on entend dans l'opinion populaire, il y a deux choses très simples : 1/ effectivement on vit plus vieux - quoique le pouvoir a beaucoup de difficulté de ce point de vue-là : il y a quand même un peu un raisonnement, simple mais qui est efficace, de la part des gens -, 2/ la question de la dette également, je n'insiste pas là-dessus. Et pour terminer sur le vieillissement : nous n'y prenons pas garde, mais ce n'est pas simplement la question de la durée de la cotisation. En Chine, qui voit un vieillissement considérable de la population pour des tas de raisons, actuellement il y a un marché absolument fantastique qui se profile sur les maisons de retraite. Ce ne sont pas quelques millions d'euros, ce sont des milliards d'euros, à l'échelle mondiale, avec des prédateurs venant d'un certain nombre de pays. Et donc il y a affrontement aussi, parce que la conception, c'est "service public" ou "privatisation" et, y compris en Chine, un pays qui se dit communiste, tentation de rentabilisation à l'extrême.

Le deuxième exemple, c'est la question de la révolution des sciences et des techniques. C'est à la fois un moyen pour le capitalisme d'asseoir ses dominations et en même temps ça lui échappe. Sur quel versant on se trouve ? Contribuer à ce que ça lui échappe ? Je prends un exemple : la conquête de l'espace, avec Mars, aujourd'hui, c'est un domaine dans lequel il y a affrontement. Il y a des voyages qui sont préparés, qui sont des voyages extrêmement chers, qui vont discriminer totalement les populations, et il y a appel à "rentabilisation" de cette dimension-là. Les initiateurs ont préparé des voyages, et demandent des prix absolument invraisemblables pour essayer de gagner de l'argent, et on n'en est qu'aux prémises. Donc il faut de notre côté que l'on soit sur ce terrain-là, comme sur le terrain de la nature et de l'écologie, véritablement porteurs de ce qui constitue l'affrontement des classes ou la question des dominations. On a tendance à le concentrer, à juste titre, sur l'immédiat, sur la domination, sur le vécu quotidien, mais il y a aussi toutes ces questions-là à explorer beaucoup plus qu'on ne l'a fait aujourd'hui. ♦

Assumer des ruptures avec notre propre culture pour un nouveau communisme



Gilles Alfonsi

Dans son introduction, Francis a distingué les différentes crises : crise du capitalisme, crise écologique, crise démocratique... Et après avoir évoqué au début le manque d'intérêt du mouvement ouvrier (et peut-être aussi des penseurs de la fin du XIX^e et du début du XX^e) pour les dominations de genre, de race, etc., il a finalement souligné le risque de dilution de la question de la crise du capitalisme parmi les autres crises.

Je voulais repartir de cela, puisque le thème de notre débat, c'est l'aliénation mais aussi l'émancipation. S'agissant de la situation, du sort, du quotidien des personnes, de l'avenir de la personne, on n'est pas en observation en surplomb, on est en train de parler de ce que vivent les individus. C'est un vieux débat que l'on a entre nous, mais au-delà des efforts méritoires de Pierre Zarka ou de Francis Sittel sur la prise en compte des dominations dont on ne parle, le plus souvent, que comme des dominations secondaires, je pense qu'il y a un vrai enjeu d'articuler enfin l'analyse entre toutes les dominations.

La personne est prise dans un réseau de dominations, les petites dominations de la vie quotidienne, les grandes aliénations historiques, elle est dans ces réseaux, elle subit, elle vit, elle ressent, elle se situe par rapport à un ensemble de rapports sociaux qui sont les rapports économiques, les rapports de genre, les rapports d'oppression, d'aliénation, de discrimination, etc. Et il y a imbrication, en fait, de ces dominations, à moins de considérer l'individu "en tranches", et la société "en tranches" elle aussi. C'est pourquoi si l'on se situe dans l'idée d'une émancipation de la personne, des personnes, il faut faire avec l'ensemble, et donc la thématique de la centralité de l'opposition

de classes, pour moi, pose problème. Ou alors j'aurais envie de dire que l'opposition de classe est parmi différents centres, et donc que l'on a besoin d'une approche polycentrique. Celle-ci ne règle pas tout le problème du morcellement des luttes, car même dans les approches polycentriques, on a, en fonction de ses motivations, de ses centres d'intérêt, de ses expériences, des manières "partielles" d'aborder ce qui fait domine. Or, le sens que je donne au communisme et à l'engagement communiste, c'est précisément de ne pas être dans la "parcellisation" des choses, dans l'opposition ou dans la concurrence entre les personnes ou entre les luttes d'émancipation, mais au contraire de travailler l'imbrication de tout cela. C'est pourquoi je n'adhère pas du tout à l'idée qu'il existerait un antagonisme "central" et des antagonismes "périphériques". Le "risque de dilution", de désintérêt, d'ignorance existe pour tout enjeu d'émancipation, et ce qui distingue le communisme d'autres mouvements ou d'autres approches, c'est précisément de chercher à n'en ignorer aucun.

Formulée à l'ancienne et focalisée sur l'exploitation, la centralité de l'opposition de classes pose problème car elle aboutit de fait à établir une hiérarchie entre les dominations et entre les luttes.

Si on n'associe pas les choses, il ne faut pas s'étonner ensuite que les précaires se réunissent entre eux pour manifester sur leurs intérêts immédiats spécifiques, que les personnes issues de l'immigration, elles aussi, se mobilisent de manière partielle et sur ce qui leur paraît le plus immédiatement important. Si l'on a un traitement séparé des dominations, des discriminations, ou de l'exploitation, il n'est pas étonnant que les mouvements soient divisés... et que, finalement, nous-mêmes nous contribuions à cet état de division. Au passage, Jean Brafman évoquait tout à l'heure la manière dont le Front national fait semblant d'être antilibéral. Nous savons bien ce qu'il en est et il faut bien sûr démasquer cette imposture. Mais nous serions plus fort face à lui si notre approche combinait étroitement combat anticapitaliste, lutte contre l'islamophobie, détermination féministe et, finalement, toutes les dimensions de l'émancipation.

Il faudrait travailler sur la notion d'aliénation "en général" et sur celle de domination "en général". Laurent Lévy en soulignait la nécessité lors du lancement du séminaire le 2 février dernier : « On a besoin d'un concept de domination qui permette de dépasser

les dominations sectorielles ». Mais comment est-il possible, est-il faisable, de construire un concept de domination qui soit large, c'est-à-dire à un niveau de généralité élevé ?

Il faut à la fois réemployer les mots que nous voulons - ouvriers, lutte de classes... - en leur donnant un sens contemporain et mettre en circulation d'autres mots.

On peut reprendre l'enjeu sur la question de l'aliénation, et la question de la dépossession. La question n'est pas que les gens seraient "dépossédés" d'un bien parce que d'autres seraient de vilains propriétaires, et l'enjeu n'est pas que chacun devienne "propriétaire". Le débat sur l'aliénation et la dépossession n'est pas là. Il est d'ouvrir la possibilité pour les personnes de s'approprier leur vie, leur destinée, de s'approprier les pouvoirs, de créer de nouvelles institutions, dans un mouvement de dépassement de toutes les dominations et de l'État. C'est cela l'enjeu, ce qui renvoie aussi au débat sur l'individu et le collectif.

Je voulais aborder une dernière chose sur les mots : on a évoqué "mouvement ouvrier", "prolétariat"... Il me semble que nous devrions éviter un traitement "nostalgique" de ces mots-là. Il faut les utiliser pleinement chaque fois que nous l'estimons nécessaire.

Si nous pensons qu'à certains moments il faut réutiliser le terme "ouvrier" - et pour ma part je le pense* -, employons le mot "ouvrier" ; ne nous excusons pas de le faire, car ce serait une autre manière de les enterrer. Nous avons recommencé depuis quelques temps à réutiliser le mot "lutte des classes", que nous-mêmes n'osions plus employer. Eh bien, on a raison de réutiliser ces mots. Et puis, à côté de cette question de réemployer des mots qui veulent dire quelque chose, en le faisant aussi avec des usages contemporains, on a la question de forger de nouveaux mots, de nouvelles expressions capables de fédérer et de signifier notre inscription dans le temps présent. ♦

Gilles Alfonsi

* Je précise : il faut rendre visible les ouvriers, dont l'existence est constamment ignorée par les médias et les institutions. Cela ne me conduit pas à proposer d'employer l'expression "mouvement ouvrier" pour parler globalement du mouvement global de transformation de la société. D'autre part, nous ne pouvons pas non plus continuer à nous référer à la "classe ouvrière" lorsque nous parlons des acteurs appelés à faire combat commun pour révolutionner la société, sauf à être inattentif au fait que la plus grande part des personnes ne peuvent se retrouver dans cette expression.

Sur le site www.comunistesunitaires.net
Découvrez **Altercommunistes**



Comment se forme la classe ?



Stéphane Lavignotte

J'ai beaucoup apprécié que l'on revienne sur les rapports d'exploitation, comment se forme la classe. Il y a tout un travail à refaire sur "classe en soi" / "classe pour soi". Sur la question de la centralité de la lutte des classes : au centre de quoi ? Gilles Alfonsi a bien fait de dire qu'il y a plusieurs centres. Il faut sortir d'un système qui est thèse / antithèse / synthèse pour arriver à une pensée systémique, dans laquelle il y a plusieurs centres, et des systèmes qui sont imbriqués de manière compliquée et évolutive. Et effectivement : au centre de quoi ? De manière évidente on va répondre : au centre de l'économie. Et là se pose la question de savoir si le centre de notre pensée est l'économie, et une science qui serait la science économique ? Ou la sociologie, la philosophie, l'expérience des gens ? Ce n'est pas pareil. Et même sur l'économie, est-ce que vraiment la lutte de classes est au centre de l'économie ? Globalement, on serait sans doute d'accord pour dire que oui. Mais je pense, par exemple, à la pensée de Jacques Ellul, qui a fait des cours sur Marx jusqu'à la fin de sa vie à Sciences-Po Bordeaux, et qui disait : « *A la fin du XIX^e siècle Marx mettrait l'économie au centre ; il serait là aujourd'hui, il mettrait la technique.* » L'économie, la façon dont les gens sont exploités évolue du fait des nouvelles techniques qui font que les soubresauts de l'économie sont liés à une évolution très autonome de la technique. Donc un élément de plus par rapport à ce qu'avaient déjà dit Laurent Lévy et Gilles.

Un deuxième élément - il faudra qu'on l'aborde à un moment du séminaire - c'est la question de la "racialisation" des rapports sociaux. Ce sont des mots qui nous font peur : le mot "race" logiquement, au vu de l'usage qui en a été fait, on a raison d'en avoir peur.

Mais je pense que c'est une question qui, si elle n'est pas nouvelle - mon voisin me disait : « *Les colonies c'est pas d'hier* » - est en même temps très importante. Il s'agit de savoir si, pour nous, le racisme est juste un dysfonctionnement, une petite scorie du système qui va "passer comme ça" (un peu d'éducation et quelques repas de quartier suffiront) ou quelque chose qui est intrinsèquement lié au système ? Le fait que le système capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui se met en place au moment où la colonisation s'impose de manière massive au monde, et donc met en place deux hiérarchies qui sont une hiérarchie de classe et une hiérarchie entre le Nord et le Sud, entre les Blancs et les

Il faut sortir d'un système qui est thèse / antithèse / synthèse pour arriver à une pensée systémique, dans laquelle il y a plusieurs centres, et des systèmes qui sont imbriqués.

Noirs ou les Arabes qu'on exploite au Sud, est-ce que cela ne construit pas quelque chose d'intrinsèque au système ? Cela oblige donc à penser les choses de manière beaucoup plus lourde qu'on a pensé le racisme jusque là, comme moi je l'ai pensé dans ma génération - un de mes premiers badges, c'était celui de SOS Racisme "Touche pas à mon pote".

Ce qui m'a beaucoup troublé dans les interventions, c'est la disparition d'un mot, un mot qui était dans le titre de la matinée mais que l'on a pas prononcé du tout ou peu prononcé. C'est le mot "émancipation". Il ne s'agit pas de faire un reproche, mais la disparition de ce mot-là doit nous dire quelque chose. Francis a dit à un moment : « *Il y a d'un côté l'augmentation de l'individualisme moderne, et en même temps le refus de s'aligner sur le collectif* ». Mettons cette phrase dans deux contextes différents.

Il y a au XIX^e siècle la montée d'un individualisme "moderne" et le refus de s'aligner aux "collectifs" que sont l'Église, la famille, la vieille paysannerie. On voit bien que, dans ce contexte-là, l'augmentation de l'individualisme moderne, ainsi que le refus de s'aligner au collectif, est quelque chose de positif. D'ailleurs à la même époque - j'en ai déjà parlé la dernière fois - les courants socialistes type "socialisme utopique", socialisme pas tout à fait marxiste, quelqu'un comme Benoît Malon, ou les courants chrétiens sociaux, pensent en même temps l'individualisme comme émancipation, et revendiquent la forme associative. On parle de "l'associationisme", c'est-à-

dire les deux en même temps, "moi" et "les autres" : c'est parce que "moi" s'émancipe des veilles dominations que je peux m'allier aux autres pour construire un nouveau monde. C'est un mouvement positif, celui d'individus qui vont être des individus autonomes, hors de la main (sortir de "la main qui a pris" : manus capere) du père, de l'Église, du village etc.

Mais aujourd'hui, jusqu'où cela a-t-il été poussé ?

Aujourd'hui, on dit aux gens : Soyez super autonomes. À l'école de journalisme - quand j'étais journaliste, maintenant je suis pasteur, c'est bien mieux ! - , on m'a dit : « *Quoi ? Ta copine n'est pas contente avec le fait que tu travailles jusqu'à 23 heures ? Tu changes de copine !* » Et je crois que c'est ce qu'on dit en gros aux gens dans le métier. Le problème, aujourd'hui, c'est que l'émancipation a été transformée en autonomisation "à mort", où les gens sont absolument flottants, ils n'ont plus de solidarité syndicale, ils n'ont plus de lien, et donc maintenant on a, au contraire, à "reconstruire" du lien.

Le "lien" ce n'est pas simple. Au XIX^e siècle, il faut se libérer d'un certain lien qui est oppressif, et aujourd'hui il faut reconstruire du lien.

Et c'est pour cela que j'ai été intéressé par ce qu'a dit Jacqueline, le fait que les gens se disent "oubliés", se disent "abandonnés" : c'est bien un manque de lien.

Au moment où le Front national faisait les scores monstrueux en Alsace, la première fois, j'avais interviewé les pasteurs d'Alsace, qui étaient effondrés : ils lançaient l'amour tous les dimanche matin, et le quart de leur village avait voté Front national ; ils disaient : « *Je change de métier, on ne comprend rien à ce que je raconte* ». Mais ce que disaient les gens du village c'était : « *Les hommes politique ne viennent jamais nous voir* », et donc ils se sentaient "abandonnés".

Le "lien" ce n'est pas simple. Au XIX^e siècle, il faut se libérer d'un certain lien qui est oppressif, et aujourd'hui il faut reconstruire du lien. Donc, à mon avis, il faut en débattre. Quel lien voulons-nous produire ? Quel lien produit notre économie ? Quels liens produisent nos rapports de sexe ? Quels liens produisent nos rapports sociaux ? En terme de qualité.

Pour conclure, sur la question de la "nomination", de comment les gens s'appellent : l'Église dont je suis pasteur, c'est la Mission populaire. Donc nous, nous mettons du "populaire" partout. Et quand je suis arrivé à la Maison Verte, j'ai mis du "populaire" partout : les concerts étaient des concerts "populaires", les débats étaient des débats "populaires", etc. Et puis les gens, qui n'étaient pas vraiment du populaire, m'ont dit au bout d'un moment : « *Mais de quoi tu nous parles ? Nous on n'est pas "populaire", on trouve ça méprisant.* » Ah mince ! Moi je trouvais ça super,

super fier, quoi ! Et donc j'ai demandé : « *Mais alors, comment vous vous appelez ?* ». Eh bien, ils étaient embêtés, ils ne savaient pas comment s'appeler. Alors que l'on sait que dans les luttes, par exemple des Noirs, des homosexuels, etc., un des enjeux c'est la nomination : « *Est-ce que ce sont les autres qui me donnent un nom ou est-ce que je me nomme moi-même et là, quand j'ai mon nom, il y a quelque chose qui s'est passé ?* ». Alors eux, ils ont un peu réfléchi, et ils ont dit : « *Eh bien, nous, on pense qu'on est des "petites gens"*. » J'étais très étonné, parce que c'est un terme qui ne me plaisait pas trop. Et ce qui est très drôle, c'est qu'il y a, dans les années 50, un texte de Roland Barthes, dans *Mythologies*, là-dessus, je crois sur les "petites gens", et sur tout ce qui est "petit", le "petit journal", etc. Et je pense que là aussi il y a un vrai enjeu, qui doit peut-être partir de : quels mots utilisent les gens quand ils parlent d'eux-mêmes ? ♦

Stéphane Lavignotte

Distinguer, relier, unir domination et exploitation



Jacques Bidet

J'ai été retardé une minute et demie par un marchand de journaux au carrefour du boulevard de Charonne et de la rue de Charonne. Je ne savais pas exactement où aller, alors je me suis adressé à lui :

- Excusez-moi, pardon, vous ne pouvez pas me dire où est la rue de Charonne ?

Il me dit très aimablement :

- Vous avez oublié quelque chose, Monsieur. On dit "bonjour" d'abord.

Et je me suis rendu compte que je n'étais pas tout à fait dans le coup. Cette ferme invitation à commencer par un "bonjour", c'est sans doute un effet de lutte de classe, peut-être un lointain effet de 68. Ça veut dire quelque chose de très fort, qu'on ne peut pas séparer "exploitation", ni de "domination".

On m'avait demandé un petit exposé, en raison des livres que j'ai écrits sur ces sujets, le dernier étant *L'État-monde. Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle globale*. Il y a un chapitre sur "Classes, partis et mouvements" et un autre "Classe, "race", sexe".

Il faut tout à la fois relier "domination" et "exploitation", et en même temps les distinguer pour les unir. Je ne parlerai que de l'exploitation (c'est le programme que l'on m'avait donné). Il est important de fournir une définition vraiment générale de l'exploitation : est exploité celui qui travaille plus longtemps que le temps contenu dans la production de ce qu'il consomme. Il y a une sorte de "tranchant vécu" et "mathématique" donné par la référence au temps de travail. Ce que l'on consomme se détermine naturellement dans certains rapports de force sociaux. Et les rapports de classe modernes sont fondés d'une part sur le "marché", et d'autre part sur "l'organisation". Ce sont là les deux grandes manières rationnelles de coordonner la vie collective, qui donnent lieu à des rapports de domination (c'est assez clair), mais aussi (c'est moins visible)

à des rapports d'exploitation. Elles sont instrumentalisées par le capital (c'est-à-dire par les maîtres du marché, qui sont les maîtres de la propriété), mais aussi – ça a été souvent évoqué, du reste, dans les discussions – par les privilèges de la « compétence », liés à l'organisation hiérarchique. Car, comme on peut s'approprier du capital, on peut aussi s'approprier de "l'avoir compétence", du "savoir pouvoir" qui se reproduit. Les potentats de la hiérarchie sociale ne sont pas nécessairement très "compétents" : ils ont compétence. Bref, il y a deux forces sociales dominantes dans les rapports modernes de classe : il y a ceux qui possèdent le capital et ceux qui ont de la "compétence" (Foucault nous montre comment s'exerce ce "savoir-pouvoir" et Bourdieu comment il se reproduit). Comme on le sait, les uns siègent à droite, et les autres à gauche, ce sont les deux pôles d'une classe domi-

L'aspect économique, l'exploitation, sont évidemment toujours liés à l'aspect politique, celui de la domination.

nante (on ne confondra pas cependant pas la droite et la gauche, mais ce n'est pas le sujet ici). En face de quoi il y a la classe populaire, le peuple. Au point de vue de l'exploitation, elle se répartit en trois fractions, selon que l'on est plus exploité par la voie marchande ou par la voie hiérarchique, ou par une articulation des deux (il y a du reste toujours un mixte des deux) :

- Il y a le salariat du privé (Marx en a très bien fait l'analyse), plus large que la classe ouvrière industrielle : il est exploité pour la plus-value, c'est-à-dire pour une richesse abstraite dont le capital fait un usage arbitraire et largement irrationnel.

- Il y a les salariés du public qui sont aussi exploités parce qu'ils travaillent plus longtemps que le temps requis pour produire ce qu'ils consomment. Là, l'exploitation n'a pas exactement la même signification. C'est bien l'exploitation capitaliste en un certain sens : ce qui est produit sert au profit capitaliste, sous forme d'une certaine productivité des forces de travail, sous forme de services publics, de connaissances, tout cela étant plus ou moins gratuit pour le capital. Mais d'un autre côté, cela échappe en partie au capitalisme parce que ces produits collectifs, de santé dans les hôpitaux, d'éducation, etc. sont quand même sous un certain contrôle de la population dans son ensemble, dans la mesure où elle compte dans le rapport national de pouvoir politique.

- Et il y a les "indépendants", moins inscrits dans de rapports de hiérarchie et d'organisation, mais exploités à travers des processus de marché qui tiennent à ce que les moyens de production les plus "profitables" sont monopolisés par les capitalistes : quand dix kilos de blés produits en 10 heures sont échangés contre un kilo de pesticides produit en une heure, on voit où est l'exploitation, même si elle ne se mesure pas dans ce rapport. Et cela vaut aussi évidemment à l'échelle internationale.

Cette prise dans les rets du marché et de l'organisation vaut aussi pour les exclus. La pauvreté moderne se distingue en ce qu'elle est liée au marché : on est pauvre quand on n'a plus sa place sur le marché, quand "les marchés" vous foutent dehors, ou quand on n'a plus de "compétence" (entre guillemets) reconnue dans l'organisation. Tout cela répond au même modèle de classe : marché et organisation sont les deux facteurs de classe qui s'articulent entre eux dans le rapport moderne de classe, sous l'égide du capitalisme. En haut, ceux qui dominent, soit par les privilèges du capital, soit par les privilèges de la "compétence". En bas, ceux qui n'ont pas de privilèges, le prolétariat au sens le plus ancien. Mais ça ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de force et de puissance : ils constituent au contraire la classe fondamentale. Bref, la lutte de classe existe plus que jamais. Je l'ai même rencontré au coin du marché dans le regard du marchand de journaux : il a su me rappeler à l'ordre...

Cela, c'est l'aspect économique, l'exploitation, évidemment toujours lié à l'aspect politique, celui de la domination. La force des concepts qui viennent de Marx, c'est qu'ils sont toujours à la fois économiques et politiques. Quand il définit la valeur par la dépense de la force de travail, c'est là quelque chose d'absolument précieux. Il montre bien que dans les rapports marchands il y a toujours une dépense de force de travail dans la balance de l'échange. Mais il ajoute que, dans le rapport marchand capitaliste, la force de travail "dépensée" par le salarié est "consommée" par le capitaliste comme "sa chose". L'exploitation n'est pas simplement une différence de revenu : c'est une "extorsion", un processus d'extorsion, donc de domination. Et dans ce processus d'extorsion, ce qui est visé, comme sa condition requise, c'est l'abaissement de l'autre, sa relégation, y compris culturelle.

Le salarié moderne, pourtant, est exploité comme un être censé libre. En raison d'un vieux rapport de force établi par des siècles de lutte, il est interpellé comme libre. C'est pourquoi, dans ce contexte, il y a non seulement résistance, mais une possibilité d'engager une lutte émancipatrice.

J'insiste sur ces dominants qui ont le privilège non du capital, mais du "savoir-pouvoir" : il ne faut pas sous-estimer le fait qu'ils sont largement aussi des exploités. La richesse publique produite leur revient

beaucoup plus qu'aux autres ; ils ont une beaucoup plus grande capacité de s'approprier ce qui est collectivement produit, les lieux publics, les services publics. Dans les municipalités on le sait : il faut assurer à tous certains biens culturels. Mais tous n'ont pas la même capacité de se les approprier.

Cette détermination par la différence entre le temps de travail fourni et le temps de travail contenu dans ce que l'on consomme vaut aussi dans le couple femme-homme, qui sont évidemment exploités l'un et l'autre, mais pas de la même façon, et pour une part aussi l'une par l'autre. Et cela se relie évidemment aux rapports « systémiques » (ceux du système-monde) entre centre et périphérie qui se réalisent notamment dans le rapport de race, et dans une racialisation des rapports économiques. ♦

Jacques Bidet

[Deux remarques pour éviter toute confusion. 1/ L'approche quantitative de l'exploitation ne dit rien en elle-même de ses conditions qualitatives et signification vécue, très variables. 2/ Elle ne constitue qu'un moment (abstrait) de l'analyse sociale : on ne peut en tirer une ligne politique. La classe populaire a de bonnes raisons de chercher alliance avec les "compétents", si possible en position hégémonique, contre les capitalistes. Ceci est un autre sujet.]

Problèmes de l'individualité et de la centralité du combat de classe

Francis Sitel

Beaucoup des difficultés auxquelles nous sommes confrontés sont liées au fait que ce dont on discute est inscrit dans une histoire, un mouvement, une dynamique... Et donc une "dialectique", dont il faut savoir comment on la manie. Il me semble qu'on est toujours dans un moment dominé par le travail du négatif : les difficultés à faire le bilan, à déterminer ce qui était mauvais dans les systèmes idéologiques antérieurs actuellement en voie de déconstruction, sont des éléments de la crise démocratique qui, comme il a été dit, constitue une donnée importante de la situation. Or, ce travail de reconstruction dans lequel nous sommes engagés se fait sous la pression d'une offensive de la bourgeoisie, une offensive ancienne, très forte, et qui de surcroît puise dans un contexte de crise une nouvelle énergie. Derrière tous les obstacles sur lesquels on bute, il y a une défaite. Si la classe est privée d'une perspective d'émancipation, d'une perspective socialiste, c'est bien parce qu'il y a eu une défaite du socialisme. S'il y a une crise du vocabulaire (c'est davantage que du

Alors qu'il faut reconstruire, on ne sait pas ce que l'on peut reconstruire avec les mots anciens, et dans le même temps on ne dispose pas de mots nouveaux. On est pris dans cette contradiction.

vocabulaire, ce sont des concepts) - ce qui a été dit sur la difficulté à utiliser la notion de mouvement ouvrier, les mots socialisme, communisme... -, c'est qu'il y a eu une défaite idéologique. On peut évoquer, comme disait Gilles, une "nostalgie", mais c'est sans doute davantage : alors qu'il faut reconstruire, on ne sait pas ce que l'on peut reconstruire avec les mots anciens, et dans le même temps on ne dispose pas de mots nouveaux. On est pris dans cette contradiction.

Un exemple type, c'est cette notion d'individualisme. Fondamentalement, le mouvement d'individualisation est un mouvement progressiste, qui s'est construit au cours de l'histoire, de libération d'un certain nombre de pesanteurs et d'oppressions. Mais nous sommes dans une phase où s'opère un retournement dialectique, qui en est une perversion, et où l'accent mis sur l'individualisme peut conduire à la solitude, à la culpabilisation. C'est ce qu'évoquait Jacqueline : si on arrive à convaincre les parents qu'ils sont responsables des bêtises des enfants, et que la société n'y est pour

rien, on est dans un mouvement de culpabilisation. On voit le même type de mouvement avec "libéralisme", qui inclut le mot "liberté", mais avec le néolibéralisme, l'ultralibéralisme, voici la main invisible du marché, qui reprend le contrôle de tout, et cela de façon insidieuse, en invisibilisant l'adversaire, en le rendant plus difficile à cerner (qui sont les dits marchés financiers, si implacables ?)

L'autre problème est cette question de la centralité ou non du combat de classe. Il ne faut pas oublier que lorsqu'on dit "combat de classe", on désigne un combat qui est englobant. "L'économie", pour un marxiste, c'est l'économie politique, non pas la technique économique mais le fonctionnement même de la société. Le terme "centralité" n'est peut-être pas excellent. Laurent le rappelait, "contradiction principale/contradictions secondaires" est certainement pire, en ce sens que cette opposition a été maniée pour dire : certaines contradictions sont subsidiaires, donc elles seront surmontées une fois qu'on aura résolu la contradiction principale. Le féminisme a dû s'affirmer en disant qu'on n'attendrait pas le socialisme pour mener le combat de libération des femmes, que c'était un combat à mener ici et maintenant. Il y a bien une vraie difficulté conceptuelle pour déterminer si, dans ce jeu multiple des contradictions, il y en a une qui est "motrice" à un moment donné. Au niveau du vécu individuel, c'est indiscutable : une personne va être confrontée, à un moment donné de son histoire, à un combat qui est "le sien", et qui porte sur une question qui est alors principale pour elle. Autre chose est le raisonnement au plan de l'analyse, des propositions stratégiques, des propositions d'organisation, qui oblige à poser la question de savoir s'il existe une contradiction qui est plus "motrice" que les autres, et cela globalement, pour la classe. J'ai évoqué le travail de Danièle Kergoat, qui de ce point de vue apporte une problématique très riche. Quand elle analyse que « les "ouvrières" ne se battent pas comme les "ouvriers" », elle articule les deux dimensions de genre et de classe, ce qui appelle à "transformer" le combat de la classe ouvrière, en intégrant cette dimension que les femmes ouvrières se battent selon des modalités et ont des objectifs qui sont distincts de ceux des hommes ouvriers. On a bien là un mouvement de dynamique, une dialectique "positive" qui permet d'enrichir le combat de tous et toutes, sans nier une de ses dimensions.

Pour conclure, un mot sur l'idée qui a été avancée que le Front national, lui, apporterait une solution aux problèmes que nous avons. Il apporte une "solution"

qui n'a rien à voir, qui est antagonique avec les nôtres. La combinaison qu'il propose, entre le prétendument "social" et le réellement identitaire, est quelque chose de "mortel", du même type que ce qu'avait inventé le national-socialisme. On a des forces qui sont capables, à un moment donné, de construire un bricolage idéologique qui est redoutablement dangereux. Il ne faut donc valoriser en rien ce type de dynamique, il faut au contraire la craindre et la combattre. Et surtout ne pas la réfracter dans nos propres rangs : il me semble que

l'opposition "blanc/non blanc", par exemple, qui est à présent théorisée par certains, relève d'un effet miroir. C'est bien pourquoi il faut être sérieux et précis dans le travail d'analyse, de décorticage des questions que nous évoquons, afin de trouver les bonnes combinaisons. En effet les risques politiques sont majeurs s'il n'y a pas la lucidité nécessaire sur ces questions, qui sont souvent des questions extrêmement "piégeantes". ♦

Le champ des rapports d'exploitation

Pierre Zarka

D'abord juste un mot à propos d'émancipation : au fond tout notre séminaire pourrait s'appeler "Émancipation". Donc, aujourd'hui, nous sommes en train de nous attaquer à des "conditions" de l'émancipation.

Et je voudrais revenir sur la question, soulevée par Laurent Lévy ou Gilles Alfonsi, pour que l'on se comprenne bien. Je n'aborde pas les choses tout à fait de la même manière que ne l'a fait Francis, sur le mot "rapports d'exploitation". Je n'ai, par exemple, jamais évoqué, personnellement, l'exploitation du travail. J'ai tendance à penser que la vente à crédit fait partie des rapports d'exploitation ; que la suppression de jours fériés, le refus de la baisse de la durée du travail fait partie des rapports d'exploitation ou de l'exploitation. Je veux dire par là que l'exploitation est un système extrêmement complexe, extrêmement articulé, qui ne se réduit pas à tirer la plus-value des heures de travail des individus. La construction de la ville, aujourd'hui, participe des rapports d'exploitation. À partir de ce moment-là, bien évidemment, il n'y a pas de contradictions principales et de contradictions secondaires. Mais, j'ai tendance à penser que toute question qui est "la lutte contre l'assujettissement", quel que soit cet assujettissement, participe de la sphère, aujourd'hui, posée par l'existence de l'exploitation. Que ce soit l'exploitation capitaliste, ou l'héritage colonial, qui est une forme d'exploitation, ou l'héritage médiéval, qui - que je sache - était une forme d'exploitation. C'est pour cela que je ne réduisais pas "l'exploitation" au "capitalisme" (j'avais pris le soin de dire que le capitalisme n'avait pas inventé l'exploitation), et que je ne réduisais pas le capitalisme à sa dimension économique. Il y a quelque chose d'englobant pour les individus.

Pourquoi dis-je cela ? Parce que ce que je crains, à partir de là, c'est qu'en disant qu'il n'y a pas de contradiction principale et de contradictions secondaires, tout le monde fait comme s'il y avait des contradictions principales et des contradictions secondaires. La principale c'est la sienne, la secondaire c'est celle des autres. Et nous n'avons pas de tronc commun et

de point de rencontre à des luttes qui se heurtent à la même question : qu'est-ce qu'il y a de commun entre les salariés de PSA et les manifestations en faveur du mariage pour tous ? Le refus de l'assujettissement. De ne pas le savoir, chacun reste chez soi.

Ceci nous conduit à une deuxième chose, c'est la remarque que me fait Jean-Claude à propos des coopératives ou des augmentations de salaire. J'ai pris l'exemple de la Sécurité sociale : je ne boude aucune victoire, et il n'y a pas pour moi de "petites" luttes. Mais j'ai tenté de montrer la plasticité du capitalisme. Et que ce n'est pas la même chose (et d'ailleurs les acteurs du mouvement coopératif le disent eux-mêmes) de dire : « *Je m'installe dans une coopérative - souvent par défaut - point barre.* » (et la plupart des acteurs au bout de quelques années disent : « *On est récupérés par les rapports marchands* ») ; ou de dire « *Nous proposons de nous mettre en coopérative comme levier pour démontrer que les rapports sociaux et la conception de la société peuvent être d'une autre nature* ». Voilà, la différence est là, pour moi. Et ça n'a l'air que d'un mot, mais c'est la nature même du mouvement qui n'est plus la même.

Et je termine par cette troisième remarque. De partir de l'antagonisme et d'essayer d'en faire justement le "dénominateur commun" aux différentes questions posées par l'assujettissement, ou si on le veut de manière positive, par l'émancipation, a une conséquence politique directe. Aujourd'hui, est-ce que Hollande fait une "mauvaise" politique ? Tout le monde le dit, à commencer par la dernière déclaration de Mélenchon disant : « *Ce n'est pas bon pour l'Europe* ». Ou est-ce qu'il fait une politique "de classe", ce qui n'est pas du tout la même conception. Parce que s'il fait une "mauvaise" politique, il faut vite lui expliquer qu'il se trompe ; et on fait pression, on fait signer des pétitions, on lui explique que ce n'est pas comme ça. S'il fait une politique "de classe", alors le problème ce n'est pas Hollande, c'est la classe. ♦

La domination au singulier

Patrick Darré

Rapidement, pour revenir sur la question des dominations. Je pense qu'il faut utiliser le terme de "domination" au singulier. Caractériser ce qu'est la domination du capitalisme au sens où il imprime sa domination sur le monde et sur la vie au travers de la maîtrise qu'il s'assure de la destination de la richesse accumulée ; mais pas seulement : il s'assure aussi de la destination d'un ensemble d'activités et de la manière dont celles-ci s'organisent. Ce qui est un peu plus compliqué. Et en ce sens, moi je ne sens pas une domination centrale et d'autres dominations. Cette domination-là lui permet d'intégrer à son service toutes les autres formes de dominations, qu'il laisse, par ailleurs, s'égarer, essayer leur malversation de manière singulière à chaque sujet, c'est comme ça que je le vis. La question n'est donc pas

La question n'est pas simplement celle de l'appropriation de la richesse et son utilisation mais le fait que la domination capitaliste s'exerce surtout par sa capacité à décider de la destination de l'activité.

simplement celle de l'appropriation de la richesse et son utilisation mais le fait que la domination capitaliste s'exerce surtout par sa capacité à décider de la destination de l'activité elle-même. Prenons l'exemple du médicament : dans le système capitaliste on ne fabrique pas des médicaments pour soigner des gens, mais uniquement parce que c'est une source de profit. La démonstration la plus éclatante en est qu'aujourd'hui la moitié des médicaments sur le marché n'ont aucune vertu thérapeutique pour aucune maladie, aucune pathologie ; en revanche ils peuvent avoir des effets nocifs pour ceux qui les absorbent... On pourrait développer : pourquoi on ne met pas les moyens pour soigner le paludisme alors qu'on sait ?, etc.

Et en même temps cette domination-là l'oblige à en exercer une autre, sur la façon dont les choses se passent dans les processus de production et d'échanges, au travers - je ne vais pas développer - des méthodes de management. On en parle trop peu, mais une des dimensions essentielles de la crise, je crois, c'est qu'elle nie ce qui fait la richesse du développement humain, c'est-à-dire l'accumulation des connaissances, puisqu'au travers des méthodes de management on n'utilise que les connaissances utiles pour l'accumulation de profit. Et ceci à l'exclusion de toute autre velléité de la part des gens, de la classe ouvrière,

de pouvoir maîtriser la destination de son activité mue par le désir de servir l'humanité.

La seule liberté qui existe dans le système capitaliste, finalement, c'est celle de consommer. Et l'exclusion du système vécue par la plupart des jeunes aujourd'hui, c'est justement cette impossibilité de consommer, parce qu'ils sont exclus de tout moyen d'avoir des revenus pour pouvoir le faire. Et si le "je" ne peut s'exprimer qu'au travers de la consommation, alors il faut voler, il faut développer les trafics, c'est ce qui se passe. Mais on est en dehors de toute perception de la racine des problèmes, et donc de la possibilité de s'y attaquer ; et on est dans la négation de la lutte de classe.

Une dernière remarque, qui a à voir très fortement avec le débat de cet après-midi sur les pouvoirs, l'État, etc. Je considère que l'ensemble des pouvoirs reproduit ce schéma, qui est celui du système capitaliste, y compris les pouvoirs institutionnels actuels. ♦



Au plus profond de l'intime



Daniel Rome

Sur la question des dominations et des forces invisibles, il me semble qu'il faudrait aussi réinterroger le mot "crise". Quand j'ai une crise d'appendicite je vais voir le médecin, on me fait une opération, et je reviens à un état de santé normal. Est-ce que le capitalisme est en crise, ou est-ce que c'est une évolution logique du capitalisme ? Donc réinterroger la notion même de "crise" parce que ça fait quarante ans qu'on en parle.

Sur les "forces invisibles", il me semble que le problème que nous rencontrons, c'est que les forces progressistes ont continué à fonctionner depuis 1980 avec un schéma de pensée ancien, alors que le capitalisme s'était complètement renouvelé. Il y a une rupture fondamentale avec l'arrivée de Reagan et Thatcher au pouvoir. À partir de là, le capitalisme s'est complètement transformé. Ce qu'on appelle aujourd'hui le néolibéralisme n'est plus simplement ce que l'on avait connu, en gros, de 45 à 70 : une lutte de classe bien identifiée, avec un ennemi bien identifié ; il y avait deux pôles, l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique, l'Ouest et l'Est, deux systèmes sociaux. À partir de là, le capitalisme a travaillé en profondeur. En 1983, un bouquin passé un peu inaperçu, *Le capitalisme de la séduction*, de Michel Cloucard, commençait à montrer que le capitalisme ne se contente pas d'aménager le système économique à son profit, il travaille "l'intime". Et en travaillant "l'intime", il travaille - je reprendrai Étienne de La Boétie - la "servitude volontaire". Pour évoluer, non pas simplement sur le plan économique mais aussi anthropologique, penser autrement le rapport au monde et le monde lui-même, il fallait gagner les esprits, et pour cela travailler au plus profond de l'intime.

Je prendrai deux exemples: sur le lieu de travail, dans le secteur du tertiaire, on a développé l'open space, c'est-à-dire les bureaux ouverts, tout le monde contrôle tout le monde. Apparemment ça paraît anodin, sauf que derrière cela il y a une forme de domination extrêmement terrible, que Christophe Dejours ou Yves Clot ont dénoncée, et qui a provoqué de la souffrance au travail. Toutes les nouvelles méthodes managériales ont aussi provoqué des formes d'aliénation, de domination, terribles, qui ont conduit à des suicides. Et par exemple si l'on regarde France Telecom : les syndicats se débattent comme ils peuvent, mais qu'est-ce qui a fait pencher la balance ? Ce ne sont pas les syndicats, c'est l'opinion publique qui a fait pencher la balance pour que le PDG de France Telecom s'en aille et qu'on revoie les méthodes managériales.

Le capitalisme ne se contente pas d'aménager le système économique, il travaille "l'intime". Et en travaillant "l'intime", il travaille la "servitude volontaire".

Deuxième exemple, l'école. Aujourd'hui il y a un certain nombre de choses qui y entrent petit à petit, insidieusement, pour construire l'école néolibérale. Par exemple, l'outil informatique : les enseignants sont sommés de mettre en ligne tout ce qu'ils font. La transparence totale, c'est une bonne chose, parce que l'élève qui était absent peut aller voir sur le site Internet, etc. Sauf que derrière cela, ce n'est pas l'intérêt des élèves, c'est la mise en concurrence généralisée de l'ensemble des établissements scolaires, et des enseignants eux-mêmes entre les matières : « *Pourquoi le prof d'anglais a fait deux devoirs sur table et le prof de math en a fait quatre ?* », etc. Et les parents d'élèves, dans certains cas, frisent des comportements très réactionnaires ; qui ont provoqué, je pense aux enseignants du primaire de Seine-et-Marne, un tollé général et ont fait exploser en vol la FCPE. Mais pourquoi ? Parce que derrière cela, on touche à des choses insidieuses sur lesquelles on n'a pas pris : un enseignant ne peut pas dire à son inspecteur qu'il refuse de mettre ses cours et toutes ses notes en ligne ; parce que l'on va lui dire que c'est pour les enfants et pour permettre aux parents de voir un petit peu ce qui se passe. Sauf que derrière tout un appareillage on touche à l'intime, et l'on modifie en profondeur le comportement des gens. De plus en plus l'élève et les parents d'élèves se comportent à l'école comme au supermarché, le savoir devient une marchandise comme une autre. ♦

Nommer nos ennemis... et nos amis



Catherine Destom-Bottin

Pour travailler sur une des dominations qui me paraît aussi centrale que la gare de Perpignan, la domination "racialisante" des rapports sociaux, il faut faire la démonstration que les femmes voilées sont, dans notre société, des "résistantes". Elles résistent aux idées dominantes qui font d'elles des

personnes que l'on assigne à une place, et désormais les transformations du monde leur permettent de ne pas obtempérer à cette place-là. Donc nous devons réfléchir au fait qu'il faut nommer les ennemis mais aussi nommer les amis. Et je pense que leur résistance est "amicale" à notre lutte contre les dominations. La deuxième chose, c'est que nous n'avons plus le même racisme. Ce racisme a changé, il s'est adapté au monde qui a changé. Ce changement, c'est un homme noir à la direction des États-Unis, la victoire du Vietnam, mais aussi les Palestiniens derrière le mur, etc. Donc nous avons le racisme qui convient à ce monde qui a changé. Et je crois que l'injonction faite aux femmes d'enlever le voile c'est, dans la forme modernisée, l'éternelle mission civilisatrice. Cette fois-ci non plus de l'homme blanc mais de l' "homo liberalus" ; et là il y a une domination qui concerne et les femmes voilées, et nous. Je n'ai pas le temps de développer (j'essaierai de le faire dans le texte général), mais il me semble que ce sont des questions qu'il faut tirer par ce bout-là. ♦

Et la domination culturelle ?



Guillaume Attencourt

Pour revenir sur le débat de ce matin, sur les différents types de dominations. On a parlé de domination économique ; je pense qu'il faut vraiment que l'on prenne en compte aussi ce qui est domination d'institution, symbolique, par le capital culturel, par les écoles de pouvoir, parce que ce sont des dominations qui ont leur effet sur le monde social.

Par ailleurs je voudrais revenir sur les débats sur les classes sociales, qui est un débat qui avait déjà lieu entre Marx et Weber à l'époque. Pour Marx, une classe faite sur le papier par le savant est forcément une classe "mobilisée" ; pour Weber, justement,

une classe sur le papier, ce n'est pas forcément une classe "mobilisée". Chez Weber, pour qu'il y ait de la domination, il faut qu'il y ait une reconnaissance, une légitimation de cette domination par les agents sociaux. Et donc je pense qu'on a tout intérêt à discuter de la façon dont les mécanismes de domination sont intériorisés. Je crois que finalement il faut prendre en compte la méconnaissance et la reconnaissance en même temps de la domination.

Pour ma part, je parle de "champ social" plutôt que de "classe sociale" parce que je ne pense pas qu'une classe soit homogène. Je pense qu'un champ social, par exemple si je prends le champ des éditeurs, est inégalement distribué selon qu'il est un petit éditeur ou un grand éditeur, et selon qu'il y ait possibilité de distribution du capital culturel et du capital économique. Et pour finir, s'il y a un champ qui est bien relié au capital culturel, c'est bien le champs des militants. On a déjà une barrière par rapport à ceux qui sont démunis, justement, de ce capital militant, qui était souvent transmis à une époque soit par les partis politiques soit par les syndicats et qui aujourd'hui est beaucoup plus difficile. ♦

A la lumière du fil conducteur de l'émancipation



Pierre Cours-Salies

Ce qu'a dit Jacqueline Rouillon est très important. Il faut une boussole dans les interventions pratiques et un effort pour ne pas être victimes de la situation qu'on prétend changer. La pratique politique expliquée par Jacqueline vise à faire cesser cette chaîne de la domination, qui peut subsister dans les formes d'interventions politiques. En effet, on rencontre de plus en plus de personnes qui sont, à cause de leurs souffrances, replis, découragements, traitées avec des médicaments, des concepts divers définissant leurs aliénations au sens clinique des termes, qui alors peuvent être variables et d'allure scientifique.

En réalité elles sont simplement hors de rapports sociaux leur permettant d'avoir une solidarité, des identités avec d'autres, de construire des activités communes. Les emplois précaires suivis de phases de chômage laissent bien des hommes et beaucoup de femmes à des activités privées et repliées. D'où la montée actuelle très importante dans la société de tout ce qui est présenté comme maladies et semi-maladies mentales, notamment dans les grandes villes (en région parisienne ou autre) ou chez les paysans qui ont perdu leur travail. Cette réalité-là, que nous ne saurions ignorer, fait partie de la domination de classe. Elle suppose de nous une prise de conscience : l'absence de lieux de socialisation est le problème essentiel. Et la souffrance au travail vient sous une forme supplémentaire. C'est pourquoi la question des pratiques collectives dans ce que l'on fait compte beaucoup. Marc en a dit l'importance en regrettant qu'il n'y en ait pas assez ; mais il y a quand même une grande richesse de pratiques collectives, comme il y a une grande richesse d'idées dans le Forum Social Mondial. Les forces pour mettre fin au système

capitaliste sont en grande partie déjà là, - des luttes d'entreprises ou de services publics aux coopératives de production en passant par des activités alternatives d'entraide et de solidarité. Notre question est de savoir si nous arriverons à leur donner leur pleine force d'attraction et d'action.

Il y a un vrai problème de stratégie.

Pour le discuter avec plus de précision, il faut faire attention quand on parle de domination par rapport au système capitaliste au double sens du terme ; parce qu'il y a domination formelle, sur les conditions d'exploitation de la main d'œuvre ; elle est le terrain des luttes syndicales les plus courantes et entraîne des luttes de classe le plus souvent morcelées car les puissants savent traiter "les dossiers" séparément. Et il y a une "domination réelle", qui porte sur la légitimité du système : celle-là fait qu'une partie de la classe (la totalité d'ailleurs, dans l'ensemble) y adhère

Les emplois précaires et le chômage laissent bien des hommes et des femmes à des activités privées et repliées. L'absence de lieux de socialisation est le problème essentiel.

plus ou moins. On veut consommer, être reconnu par le système, etc. Donc, la façon de construire une lutte de classe pour intégrer l'ensemble des forces qui peuvent rejeter la domination, peut s'appuyer sur des pratiques et des objectifs discutés pour refuser le morcellement des "exploités" entre guillemets, et des "opprimé-e-s". Cela est l'enjeu pour créer le projet d'émancipation.

La discussion que l'on a ce matin porte en réalité, c'est sa difficulté, sur : comment construire un projet d'émancipation compte tenu des effets qui ont eu lieu et comment il peut se développer ?

L'époque du *general intellect* dont Marx parlait, on l'a aujourd'hui. La qualification individuelle et collective crée une véritable transformation anthropologique, et le temps libéré des contraintes de la production capitaliste pourrait être l'occasion d'un enrichissement social et individuel comme jamais ; ce n'est pas pour rien que les aspirations à "faisons-le nous-mêmes" sont nombreuses ! Mais ces possibilités n'ont pas été jugées comme centrales par le mouvement ouvrier. Toute une série de politiques, politiques sociales, politiques

bourgeoises, incitations à consommer, à devenir propriétaire, à se "singulariser" par injonction commerciale, se sont développées depuis des dizaines d'années, pour faire en sorte que le phénomène de revendication générale - celle d'être utile collectivement et de se cultiver toute sa vie en faisant des choses utiles à la société -, ne s'exprime pas, ne devienne pas une discussion centrale, ne s'affirme pas comme une exigence. Parce que là, je suis bien d'accord avec Pierre Zarka, c'est une crise fondamentale du système capitaliste. Mais en même temps, il ne faut pas confondre cela avec un effondrement rapide et mécanique de ce système : vous voyez bien ce qui se développe

La qualification individuelle et collective crée une transformation anthropologique, et le temps libéré des contraintes capitalistes pourrait être un enrichissement social et individuel comme jamais.

en Chine ! Le projet de cette couche dirigeante, c'est quand même de passer de deux milliards de personnes qui veulent consommer un petit peu régulièrement à cinq milliards intégrés dans le domaine de consommation moyen, ce qui leur donne de la marge pour créer des marchés solvables.

Nous ne pouvons pas attendre que ce système capitaliste soit en crise partout. Il faut savoir ce que nous portons comme projet d'émancipation. Et c'est sur cela qu'ont porté une partie des discussions ce matin. Sur le projet d'émancipation, il est clair que je n'aurais pas abordé la question des femmes voilées de la même façon que Catherine. Pourquoi est-ce que c'est mis en valeur sans arrêt ? Parce que cela fait apparaître que les diverses couches dans la société sont différentes. Et à force de pousser chacun à se dire qu'il n'est pas comme les autres, eh bien, on aboutit au fait que les luttes sont menées non pas pour dire qu'on veut des droits pour tous et toutes en respectant les différences, mais qu'on mène des luttes de résistance contre ce qui met en cause chacun des petits morceaux. Donc moi, je suis d'accord pour être solidaire, mais parce que leur résistance rejoint le fait que personne ne doit être en dehors des droits généraux qu'on devrait avoir. Nous ne pouvons séparer le respect des croyances individuelles, qui ne passent pas sans un enrichissement social et culturel général, et les combats pour la liberté de pensée et la liberté de disposer d'elles-mêmes pour toutes les personnes humaines, à l'encontre des prétentions religieuses et politiques à vouloir dicter des rôles "naturels".

La grande révolution, la Révolution française, c'était au nom des "droits pour tous", et "citoyens tous". Et avec déjà une contradiction : ceux qui savent lire et qui discutent, seront-ils au-dessus de "tout le monde". Oui, le suffrage universel c'est tout le monde. A ce moment-là on a exclu les femmes, malgré des

luttes et des protestations, parce que, prétendaient des révolutionnaires qui firent ensuite le choix de Bonaparte, « *les femmes sont soumises aux hommes* ». Mais il y a eu discussion, qu'on pourrait reprendre. Aujourd'hui il y a une discussion sur les droits pour tous : qu'est-ce que ce serait, en Europe occidentale ? Là-dessus, je pense que nous sommes timorés et ne cherchons pas assez à réactualiser. Francis a raison : nous sommes obligés de reconstruire après une défaite. Donc discutons ! Quoi, comment ? Et pour ma part je pense qu'il faudrait dire qu'il y a une classe ouvrière possible, réunissant "l'ensemble de", mais c'est pour se dire "des droits pour tou-te-s".

Quels droits ? Ceux qui étaient revendiqués par la révolution de 1848 restent encore en grande partie dans l'agenda. Le droit à participer au travail et de réorganiser la production dans toute la société, notamment, qui fait un lien inséparable entre la sécurité sociale professionnelle et la poussée de type autogestionnaire ; ce à quoi Tocqueville, en bon libéral démocrate, répondait : « *Si on fait cela, c'en est fini de notre démocratie chrétienne* », car celle-ci reconnaît le droit pour l'individu d'avoir des biens et des salaires en fonction de ses mérites, et sinon organise la charité publique, ou diverses sortes de gestion de l'assistanat. Dans les politiques sociales qui accompagnent les nouvelles fonctions de l'État, on y revient.

Le morcèlement ! Quels sont les systèmes pour les gens qui souffrent ? Et quelles sont les reconnaissances (très partielles) pour ceux à qui on reconnaît des qualités particulières ?

Au lieu des capacités communes, une richesse sociale réelle, des politiques de soumission aux pouvoirs et aux "protections" de toutes sortes... D'où la division, y compris qui passe sur les différences d'origine, les différences ethniques, parce que cela sert à donner une impression "naturelle" de ces différences au lieu que l'on puisse revendiquer des droits pour l'émancipation. ♦

Pierre Cours-Salies

Démocratisation radicale et cohérence émancipatrice



Bruno Bessière

L'émancipation suppose de s'appropriier la maîtrise de son existence. Or, tout un tas de décisions qui nous concernent nous échappent. Il s'agit donc de s'approprier toutes les décisions collectives - par une démocratisation radicale - pas seulement les décisions prises dans le cadre des institutions politiques mais également au travail, dans les échanges, etc.

Prenons le travail. Comment est-il conçu ? Un grand nombre de personnes souffrent des conditions dans lesquelles elles travaillent, des objectifs qu'elles doivent servir, mais elles ne parviennent pas, pour la plupart, à penser le travail en dehors du système aliénant, autoritaire, hiérarchique, d'exploitation capitaliste. Or, on peut très bien travailler autrement. Des formes de travail coopératif, collaboratif, libre existent : logiciens libres, Wikipédia, travail non contraint en général (mais pouvant être socialement aussi ou plus utile que certaines activités professionnelles contraintes) qu'il soit produit par des retraités, par des travailleurs sur le temps dont ils peuvent disposer librement, etc. Ces travaux ne sont pas toujours rémunérés, mais ces productions, souvent gratuites, permettent en partie de s'émanciper des rapports marchands. Or, l'argent qu'on n'a pas à dépenser, on n'a pas non plus besoin de le gagner en s'aliénant dans des rapports salariaux de subordination et d'exploitation ou dans d'autres formes de travail sous domination capitaliste comme c'est le cas pour nombre d'agriculteurs ou de travailleurs dits indépendants, dépendants des conditions fixées par la grande distribution, par l'industrie de la transformation, par des fournisseurs, par les banques, par leurs donneurs d'ordre, etc.

Nous vivons une période où naissent et se développent une diversité d'expériences visant à s'émanciper, au

moins partiellement, des rapports de domination, de production et d'échanges capitalistes. Outre les exemples précités, ajoutons les circuits courts, les AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les SEL (Systèmes d'échanges locaux), les SCOP (Sociétés coopératives et participatives), etc. Toutefois, ces expériences restent parcellaires et ne s'inscrivent pas dans une visée émancipatrice d'ensemble. Elles peuvent donc très bien ne pas se rencontrer, voire s'opposer, et ne pas conduire à une transformation sociale profonde et globale. C'est pourquoi on ne peut pas se contenter d'une juxtaposition d'expériences. Une pensée porteuse d'une cohérence émancipatrice de portée plus générale est nécessaire.

La réutilisation de la notion de "classe ouvrière" ne me semble pas pertinente car le prolétariat est beaucoup plus large que les ouvriers.

La réutilisation de la notion de "classe ouvrière" ne me semble pas pertinente car le prolétariat est beaucoup plus large que les ouvriers. On ne peut pas dire d'un côté que le capitalisme étend le champ de l'exploitation, et de l'autre masquer une part de la réalité de ces rapports d'exploitation en réduisant ceux qu'ils concernent aux ouvriers.

On ne peut pas non plus constater que le capitalisme investit tous les champs de l'activité humaine, tous les types de rapports sociaux, et penser s'émanciper de tel ou tel rapport de domination en ne s'attaquant pas au capitalisme qui les investit tous. Je n'ai pas le temps de développer, mais, par exemple, le sexisme et le racisme sont utiles au capitalisme. L'utilisation du racisme aux fins d'exploitation a été particulièrement criante avec la colonisation qu'a déjà évoquée Stéphane Lavignotte.

Il faut se garder de s'exprimer en des termes qui procèdent de généralisations abusives. On ne peut pas catégoriser tout un groupe d'individus en fonction d'une caractéristique particulière commune et en déduire qu'ils sont tous pareils : "les femmes blanches", "les femmes voilées", "les femmes issues de l'immigration", "les noirs", etc. Ce sont des personnes différentes qui ne vivent pas toutes la même chose, qui n'ont pas toutes la même histoire, les mêmes pratiques, les mêmes objectifs. Or, ces généralisations aboutissent à de très problématiques catégorisations racistes, même lorsque le discours ne comporte aucune hostilité à l'égard des personnes concernées. ♦

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février et s'est poursuivi le 30 mars autour de deux thèmes :

- ◆ "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"
- ◆ "Où est le pouvoir ? Que faire de l'Etat ?"

Le programme des prochaines séances se précise, tout en laissant la possibilité de le modifier et de l'enrichir en fonction du cheminement collectif.

Les prochains thèmes sont identifiés :

- ◆ "Angles morts et leçons du communisme",
- ◆ "Combat anthropologique",
- ◆ "Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie", intégrant le débat "socialisme ou communisme ?"

- ◆ "Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?",
- ◆ "Valeur, activités humaines, travail, hors-travail"
- ◆ "Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"

Parmi les sujets à approfondir, souvent en prolongement des thèmes énoncés ci-dessus, citons : *Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ? - Quelle appropriation sociale et comment ? - La question nationale et raciale ? - Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) - Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc.*

Sur tous les sujets, il est fait appel à contribution en amont des séances. Pour suivre l'actu du séminaire, tout est sur le site :

www.comunistesunitaires.net

Troisième journée à Paris

Trois séquences le samedi 1^{er} juin 2013

de 9h45 à 22 h 30

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

Séance "Angles morts et leçons du communisme"

Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'Est de l'Europe sont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XX^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Déjeuner et dîner sur place, sur inscription

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77

Attention à préciser : Nom - Prénom Déjeuner et-ou Dîner

Participation : 10 € par repas à régler sur place.

Séance "Combat anthropologique"

À l'occasion du mouvement contre le mariage pour tous, la droite est parvenue à porter une vision de la société appuyée sur un système de valeurs, archaïque et profondément néfaste du point de vue des partisans de l'émancipation, mais efficace. Face à elle, "la gauche" apparaît en panne de projet, de vision et de cohérence. Comment sortir du morcellement des luttes, de la juxtaposition des revendications ? Comment passer d'un simple raccordement du "social", du "sociétal", de l'"écologie" et de la "démocratie", à une démarche anthropologique pour un mouvement global de transformation de la société ?

Séance : Droit de suite sur l'État

Lors d'un premier débat sur "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État", plusieurs points nécessitant d'être approfondis avaient été pointés. Il est proposé le 1^{er} juin de se centrer sur trois questions clefs :

- De quoi parle-t-on quand on parle de "l'État" ? Il s'agit de clarifier les objets de la discussion, afin de mieux identifier ce qui fait consensus et ce qui fait débat.
- "L'État" est-il un instrument de domination ? N'est-il qu'un instrument de domination ?
- Que signifie faire dépérir "l'État", mener sa démocratisation radicale ou encore dépasser "l'État" ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre de ces objectifs, ou les associer ?

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr